

REVUE SUD-AMÉRICAINE

PUBLICATION BI-MENSUELLE

POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCIALE
DES PAYS LATINS DE L'AMÉRIQUEParaissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois.
Europe.	60 fr.	30 fr.
Amérique	16 \$	8 \$

Un numéro : 2 fr. 50

Distribution gratuite aux salons de lecture, aux établissements publics, à la presse, bourses et syndicats de commerce, etc., etc.

La Revue compte parmi ses collaborateurs plusieurs des principaux hommes de lettres de l'Amérique latine.

Elle reçoit directement de la plupart des gouvernements latino-américains les documents et renseignements d'intérêt public.

DIRECTEUR :

P.-S. LAMAS, ex-Consul et Secrétaire de légation de 1^{re} classe.

Adresser la correspondance, Avenue Carnot, 17, Paris.

ON S'ABONNE :

En EUROPE : dans tous les bureaux de poste, sans augmentation de prix.
En AMÉRIQUE : chez les Agents, ou en s'adressant au Directeur.

Annonces : 1 fr. 50 la ligne.

Chaque numéro aura de 16 à 48 pages selon l'abondance des matières.

M. le Dr. Andrés Lamas, publiciste sud-américain, a pris à sa charge la section du Rio de la Plata.

Il s'est réservé également et exclusivement l'administration de cette feuille dans cette partie de l'Amérique. — Son adresse : Buenos-Aires, rue de la Piedad, 253.

L'Administration de ce journal a été transférée,
17, Avenue Carnot, Paris.

Prière de prendre note pour la correspondance et les échanges.

SOMMAIRE

Le paupérisme européen et les traités avec l'Amérique latine, par Pedro S. Lamas, page 469. — Les questions agraires du Brésil, par Andrés Lamas, page 471. — Les deux Républiques de la Plata, par P. Antonini y Diez, ministre de l'Uruguay, page 472. — La République de Honduras, par P.-S. Lamas, page 472. — Les sources de l'histoire du Pérou antique, par A. Castaing, de la Société américaine de France, page 473. — Aperçu historique des États-Unis de Colombie, par R. S. Pereira, page 474. — Un chemin de fer pour la vallée de l'Amazonc, publication officielle, page 476. — La bibliothèque Bolivar à Paris, page 477. — Courrier d'Amérique, page 478. — Courrier d'Europe, page 482. — Revue économique, page 483. — Revue financière, page 486. — Revue commerciale, page 489. — Arts, sciences et faits divers, page 489. — Mouvement maritime, page 491. — Annonces, page 492.

Le paupérisme européen et les traités avec l'Amérique latine.

TROISIÈME ARTICLE

I

Dans les deux précédents articles nous avons traité la grave question du paupérisme en Europe, ayant en vue le besoin impérieux de résoudre ce problème social par des moyens d'une efficacité réelle, comme celui de chercher cette solution *au dehors* au lieu de la chercher en vain *au dedans* par des expédients et des combinaisons empiriques, condamnés d'avance par la science universelle.

Nous avons cité l'opinion de M. Paul Leroy-Beaulieu,

de cet éminent économiste qui s'est préoccupé depuis longtemps des dangers d'une crise facile à prévoir, et dont les conséquences seront assurément terribles pour l'ordre, pour la richesse, pour la civilisation européenne, si on ne se met pas promptement à l'œuvre, si on n'abandonne pas les plans et les projets chimériques, si on n'emploie pas tous les efforts vers un but raisonnable, en choisissant l'unique voie féconde qui peut donner la solution des problèmes du présent et de l'avenir social de l'Europe.

M. Paul Leroy-Beaulieu, dont nous avons reproduit les paroles, a démontré depuis longtemps que cette solution, que la clef de l'énigme se trouvait *au dehors* bien plus qu'*au dedans*. Mais il avait fait fausse route; il avait cherché au Congo, au Tonkin, en Tunisie, en voulant ressusciter la grandeur coloniale de la France, des débouchés pour les bras, pour les capitaux, pour les manufactures de la métropole; il avait rêvé des vastes empires comme ceux de la Grande-Bretagne; des Canadas et des Australies! Des beaux rêves, des patriotiques efforts! Il n'a pas tardé cependant à revenir à la réalité des choses, à se convaincre, à force de tourner et de retourner ses cartes géographiques, que toutes les bonnes places dans le grand amphithéâtre du monde étaient occupées déjà par ceux qui eurent avant la France l'heureuse conviction qu'un peuple ne peut pas vivre et prospérer toujours chez soi et qu'il lui est indispensable de se créer au dehors des relations et des débouchés, sous peine de tomber peu à peu, de s'affaiblir et de disparaître!

C'était son idéal d'hier; aujourd'hui cet homme de science, nous avons copié ses paroles, comme s'il venait de découvrir, lui aussi, la loi de la pesanteur spécifique des corps, s'écrie, imitant l'exclamation célèbre d'Archimède : j'ai trouvé, *Eureka!*

Oui, il a trouvé; si on se rapprochait de cet idéal, quelle somme de travail et de bien-être ce serait pour la population française!

Et cet idéal, on le sait, c'est de trouver dans les États-

1. Paroles de M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son article de fond de l'*Economiste Français* du 24 mars dernier.

Unis d'Amérique des débouchés pour les manufactures de la France, des débouchés garantis par des traités internationaux.

Malheureusement, M. Paul Leroy-Beaulieu arrive un peu trop tard, puisqu'il constate, avec une amertume facile à comprendre, que cette grande porte, au lieu de s'ouvrir, est prête à se fermer définitivement pour les produits de la France; loin d'y trouver des probabilités pour la réalisation de son idéal, pour la conversion de son rêve en réalité, en espèces, — loin de pouvoir se convaincre de la possibilité de voir augmenter à 4 milliards (les 80 francs par tête et par an d'effets français achetés par la Suisse) l'exportation de la France aux États-Unis, il craint fort, et nous sommes de son avis, de voir diminuer le chiffre modique dans l'actualité de l'importation française dans les pays de l'Union¹.

En effet, le tarif douanier vient d'être modifié par l'esprit protectionniste américain; les produits français sont actuellement taxés à des conditions presque prohibitives.

Ce fait ne nous surprend guère; il était à prévoir en vue du développement extraordinaire manufacturier des pays de l'Union et du besoin des États-Unis de chercher, non seulement à protéger chez eux leur industrie nationale, mais à se procurer, eux aussi garantis par des traités comme celui que M. Grant vient de signer à Washington avec M. Matias Romero, pour le Mexique, des débouchés permanents et excessivement vastes pour ses produits de toute sorte.

Il s'agit donc pour la France, du côté des États-Unis, d'une situation définie, logique, contre laquelle la diplomatie française ne pourra rien, ni aujourd'hui ni demain.

M. Paul Leroy-Beaulieu devrait en faire son deuil: son idéal est, assurément, un bel idéal, mais en ces sortes de questions le platonisme n'est pas bon à grand'chose: mieux vaut atteindre une réalité moins brillante que perdre son temps à rêver des châteaux en Espagne.

Lorsqu'on entend de tous côtés le cri traditionnel de *Annibal ad portas!* il faut se rendre à la raison et chercher, sans des détours inutiles, là où il se trouve, la solution du problème, car, en réalité, *un être actif et intelligent se meut, et va là où est la vie, là où il y a de l'ouvrage, de la besogne, de la richesse en préparation.*

II

Dans les nations de l'Amérique latine on compte près de 45 millions d'habitants, qui ne consomment par an, en moyenne, par tête, que 3 à 4 francs de produits français. Aux États-Unis, cette moyenne est de 7 francs.

La République Argentine achète de ces produits actuellement, à raison de 16 francs par tête et par an.

En 1880 elle a importé de France pour une valeur de 41 millions de francs; en 1881, pour 52 millions, et près de 60 millions en 1882.

Le Brésil, n'achète que 40 à 60 millions de francs annuellement à la France, ce qui fait 4 francs par tête. Le Chili, où cette moyenne est de 8 francs par habitant, demande annuellement à la France de 20 à 25 millions de ses produits.

1. D'après l'Annuaire de Statistique de M. Maurice Block, en 1880, l'exportation française pour les États-Unis, n'a été que de 332 millions, contre 731 millions d'exportation.

2. Paroles de M. Paul Leroy-Beaulieu dans son article de l'*Économiste Français* du 24 mars dernier.

La Colombie ne consomme que douze et demi millions de francs.

Et ces quatre États, la République Argentine, le Brésil, le Chili et la Colombie, sans oublier l'Uruguay, sont les États latins du Nouveau Monde ou le commerce français s'est le plus développé.

Il nous semble donc que c'est un vaste champ à exploiter, celui des 18 États de l'Amérique latine, qui comptent 45 millions d'habitants, mais qui auront bientôt 100 ou 150 millions, la République Argentine, elle seule, ayant un territoire presque aussi étendu, et plus riche si c'est possible, que les États-Unis, et pouvant contenir 130 millions le jour ou la densité de sa population sera pareille à celle de l'Europe.

Et ces États latins du Nouveau-Monde n'ont fait que des essais, on peut le dire, plus ou moins réussis, dans l'art manufacturier; ce sont des pays, contrairement aux États-Unis, qui peuvent demander facilement à l'Europe des produits variés pour des sommes considérables, si leur importation est favorisée par les traités, par une entente facile à combiner, par une réciprocité indispensable.

Nous publierons bientôt les bases de cette entente internationale, telle que nous la comprenons, qui doit et qui peut concilier tous les intérêts, ceux de l'Europe et ceux de l'Amérique latine, l'Europe qui a besoin de chercher des débouchés à ses manufactures, l'Amérique latine qui désire qu'on favorise ici, dans l'ancien continent, la consommation de ses denrées et de ses matières premières, qui a besoin de bras dont l'exubérance en Europe est plutôt un danger qu'un bienfait, plutôt une raison de misère, qu'une cause de prospérité et de bonheur.

III

Nous nous arrêtons ici aujourd'hui. Et pour finir, nous allons reproduire les phrases suivantes du journal *Les États-Unis d'Europe*, un organe important dont nous remercions le concours dans cette campagne économique et sociale que nous poursuivons avec la confiance que prête la conscience et avec la force qui donne la conviction.

M. Pedro Lamas relève avec beaucoup de raison dans le dernier numéro de la *Revue Sud-Américaine*, l'extravagance du gouvernement italien qui, n'ayant à offrir aux paysans que la misère, la famine et le désespoir, fait de son mieux pour interdire, tout au moins pour empêcher leur émigration. En Europe, dit M. Lamas, la densité moyenne de la population est de 32.15 habitants par kilomètre carré, dans l'Amérique du Sud cette densité est de 2,8. Coloniser à l'intérieur est un grand mot, mais ce grand mot est un nonsens quand la terre et le capital manquent à la fois au travailleur. Le misérable contadino italien, réduit en certaines provinces à vivre pendant de longues semaines de son, d'herbes et d'épluchures, trouverait dans la République Argentine du travail bien payé, de bonne terre libre et de la viande à bon marché. Le vrai moyen de coloniser à l'intérieur c'est de coloniser au dehors. Celui qui part laisse à ceux qui restent sa portion de sol et de salaire; tout départ amène la hausse du prix du travail et diminue la concurrence pour la vie.

Nous ne doutons guère que nous réussirons dans notre tâche, surtout si des collaborateurs consciencieux de l'Europe continuent à nous encourager en donnant à notre parole le prestige de leur adhésion.

PEDRO S. LAMAS.

Les questions agraires du Brésil.

Le nouveau Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics du Brésil, M. Henrique d'Avila, vient de modifier le système de la distribution des terres publiques : dans l'Empire, comme au Rio de la Plata, on s'est borné jusqu'à ce jour à concéder des grandes étendues territoriales à des individus ou à des sociétés, en échange de promesses éphémères, ou moyennant des sommes d'argent ; et les résultats de ces concessions et de ces ventes ont été contraires aux intérêts du développement de l'agriculture et de la colonisation.

Malheureusement M. d'Avila, tout en modifiant l'ancien système, c'est-à-dire en mettant un terme aux concessions ou à la vente de grandes zones territoriales à des spéculateurs, comme ci-devant, maintient le principe pernicieux de la vente, de l'appropriation individuelle et perpétuelle de la terre ; seulement il déclare que dorénavant on n'adjugera les terres publiques, divisées en lots, *qu'aux colons eux-mêmes*.

Voici le document dans lequel le nouveau Ministre a fait connaître sa manière de penser à ce sujet.

Il s'agit d'une demande de concession de cinq lieues de terres dans la Province du Rio Grande do Sul ; le Ministre rejeta cette prétention dans les termes suivants :

L'expérience a démontré, jusqu'à l'évidence, dans la province du Rio Grande do Sul, que le système suivi par le Gouvernement de faire des concessions de terres publiques, à différents titres, à des particuliers, dans le but de les coloniser, a été toujours funeste à la colonisation.

Les intermédiaires entre les colons et les terres n'ont fait que mettre des entraves à l'acquisition, par ceux-là, des lots nécessaires au travail agricole ; et cette manière d'agir a soulevé des difficultés et a donné lieu à des nombreux différends, en faisant un grand tort à la colonisation du Brésil. Généralement, les heureux acquéreurs des terres publiques, se sont appropriés des fractions les mieux situées en vue de la colonisation, de sorte que le gouvernement, dans l'intérêt du développement et de la prospérité des colonies, a dû maintes fois s'adresser aux mêmes personnes auxquelles il avait fait si nonchalamment cession des territoires, leur offrant le rachat dans des conditions relativement onéreuses. Ce ne sont pas les particuliers, mais le Gouvernement lui-même qui doit préparer les terres publiques plus convenables à la colonisation, pour les céder directement aux colons sans aucun esprit de bénéfice immédiat, cherchant uniquement à se rembourser des frais de la démarcation et de la légalisation des titres du domaine qu'il adjuge aux colons.

« Heureusement la province du Rio Grande do Sul, a vu se développer le courant spontané de l'émigration européenne, notamment de l'Allemagne et de l'Italie ; ce qu'il faut faire maintenant c'est préparer les lots que l'Etat doit céder aux immigrants. Un grand nombre d'individus qui ont obtenu des concessions de terres situées dans la province du Rio Grande do Sul, les meilleures terres et les mieux situées, s'engageant à les cultiver ou à les coloniser, n'ont pas réalisé ces promesses, de sorte qu'elles n'ont pas été mises à la portée des nouveaux arrivants.

La région qui la meilleure peut être employée dans la culture du blé, est celle qui se trouve au midi de la province du Rio Grande do Sul. C'est dans cette région où cette culture a eu jadis un grand développement ; et c'est la production du blé qui a été autrefois la base de la richesse et de la prospérité de cette province ; l'origine des plus grandes fortunes du Rio Grande do Sul on la trouve dans la culture du blé. Des circonstances spéciales, notamment le fait que l'industrie de l'élevage du bétail et de la salaison des viandes a produit des bénéfices qui ont largement dépassé la limite ordinaire du gain commercial, ont déterminé l'abandon, relativement aux vastes proportions d'autrefois, de la culture du blé ; néanmoins, aujourd'hui encore, sous un grand effort et avec un nombre restreint de travailleurs, les propriétaires ruraux du Rio Grande do Sul, récoltent du blé plus que le nécessaire pour la consommation de leurs établissements.

La région du nord de la province, presque toute couverte par des forêts, produit également très bien du blé ; seulement il faudrait abattre avant ces forêts, ce qu'on regretterait sans doute un peu plus tard.

Par ces raisons, je rejette la demande de concession dont il est question.

HENRIQUE D'AVILA.

Ce document démontre, tout d'abord, officiellement, que la concession ou la vente de grandes zones territoriales, faites par l'Etat, à des particuliers, *au lieu de favoriser les cultures, les industries et la colonisation, ne fait qu'entraver ses grands et importants résultats* ; et ce fait est aussi évident, aussi manifeste au Brésil qu'au Rio de la Plata.

Cependant, l'honorable M. d'Avila n'a pas tranché tout à fait la difficulté ; il a voulu couper court aux spéculations

des individus qui n'ont en vue que leur gain individuel et qui cherchent, après avoir obtenu à des prix infimes ou moyennant des engagements illusoires la propriété des meilleures terres publiques, à les vendre à des conditions onéreuses pour le colon ou à les garder indéfiniment sans les faire contribuer par leur culture à la prospérité et au peuplement de la nation.

Mais on ne résout pas la question, le problème agraire, en *vendant* directement aux colons la terre publique.

A la longue, les inconvénients que le ministre brésilien de l'agriculture vient de démontrer, se reproduiront de nouveau ; un jour viendra, et plutôt peut-être que nous ne le pensons, ou les petits propriétaires d'aujourd'hui, en rapport aux grands propriétaires dont les domaines se mesurent par des dizaines, quelques fois par des centaines de lieues carrées, seront à leur tour des grands propriétaires, relativement au morcellement progressif de la terre, qui tend à se subdiviser chaque jour davantage dans nos régions américaines à mesure que la population s'augmente, spécialement par le courant de l'émigration européenne.

Et en dehors des inconvénients reconnus par M. d'Avila, inconvénients du moment, la *vente* des terres publiques sera la source, dans l'avenir, de difficultés sociales, des graves questions agraires dont nous nous sommes déjà entretenus dans ces colonnes.

A mesure que la richesse publique se développe, que le peuplement se réalise, la terre, qui n'était au commencement qu'un simple élément de travail, presque pas une valeur, presque pas un capital, puisque, en abondance extraordinaire en rapport à la population, au travail de l'homme, ce n'est qu'à celui-ci qu'on attribuait la faculté économique de produire — la terre, disons-nous, acquiert *par le progrès social*, une importance telle qu'elle devient, intrinsèquement, une source de rente, qui appartient au propriétaire, indépendamment de la rétribution du travail et du capital ; et cette terre, qui est devenue une source de rente continue et progressive par l'effort de tous, par le développement social, n'appartient pas à la collectivité, à la société, à tous : elle reste la propriété individuelle d'un petit nombre de citoyens !

Ce résultat logique, est contraire à tous les principes modernes de la distribution de la richesse.

La terre qui était nécessaire primitivement, comme encore de nos jours en Amérique, au travail d'un colon, d'un homme, devient bientôt excessive, par l'intensité des cultures, par le progrès général, par le besoin de mieux produire, au labeur d'un seul individu ; en outre, l'accroissement de la densité de la population, tend nécessairement, par la réciprocité même des intérêts, à ce que le propriétaire de la terre cherche à partager avec d'autres individus l'exploitation de son domaine ; et une partie du résultat du travail de ces « autres individus » lui reviendra à lui, propriétaire perpétuel et héréditaire, espèce de seigneur qui jouit, contrairement aux doctrines de la liberté et de l'égalité sociale, du produit du travail de ses semblables !

On voit donc que le ministre d'Avila s'est limité à trancher les difficultés du moment, à obvier aux inconvénients qui résultent presque immédiatement du système de l'appropriation individuelle de la terre, mais qu'il n'a pas songé aux inconvénients et aux dangers de l'avenir.

Comme nous l'avons déjà dit, le colon, auquel on adjuge, auquel on donne aujourd'hui, avec titre perpétuel, des centaines d'hectares de terre vierge et fertile, n'est aujourd'hui relativement qu'un petit propriétaire ; demain, lui ou ses descendants, ses descendants qui n'auront pas labouré ce sol, se trouveront être, par les raisons que nous avons éfléurées, des grands propriétaires ; et les nouveaux arrivants qui auront besoin de cette terre, l'Etat, la collectivité n'ayant plus des terres à vendre ou à louer, les ayant toutes naïvement données ou vendues à perpétuité, — les nouveaux arrivants, disons-nous, seront obligés de payer la dîme aux seigneurs comme en plein XIV^e siècle !

Il suffit donc d'envisager même superficiellement cette grave question pour se convaincre que l'appropriation individuelle et perpétuelle de la terre, avec laquelle on établit une inégalité sociale, répond plutôt à un esprit de spéculation aléatoire, que M. d'Avila désire combattre, qu'aux besoins du producteur, de la colonisation, du travail.

Le contrat emphytéotique de Rivadavia¹, qui accordait à l'agriculteur un bail de plusieurs années, renouvelable de dix en dix ans, permettant la transmission des droits, donnait au producteur autant de stabilité qu'un titre de pro-

1. Voir l'article du même auteur, n° 2 de ce journal, page 33.

priété, le faisant profiter de toutes les améliorations plus ou moins transitoires.

Et ce droit à l'usage, cet usufruit de la terre, au lieu de lui coûter l'emploi, pour l'achat, d'un capital, considérable lorsqu'elle a déjà une certaine valeur comme résultat du progrès social, n'exigera à l'individu que le débours annuel d'un *canon*, correspondant à ce que les économistes appellent la rente de la terre, indépendamment des autres facteurs, le travail et le capital.

Par ce système, que nous recommandons comme base d'une réforme efficace dans la législation agraire de ces pays, on assurait aux agriculteurs, sans les sacrifices et la disponibilité des moyens pour acquérir la propriété, tous les avantages et tous les stimulants qu'elle offre pour le développement et le progrès industriel, tout en réservant à la société la propriété de la valeur de la terre qui soit la conséquence du travail, du capital et du progrès social.

Le *canon* équivalant à la rente sociale de la terre que les colons auraient à payer, serait au Brésil, en moyenne, de 6 à 8 0/0; et ce *canon*, d'après Rivadavia, pourrait être réduit et même supprimé temporairement par l'Etat, pour protéger le développement de certaines cultures ou le peuplement de localités déterminées.

Par ces moyens d'*emphytéose perfectionnée* de Rivadavia, sans transmettre à un nombre réduit d'individus la propriété de la terre, qui appartient à la communauté, — sans donner à ces individus, perpétuellement, la plus value qui sera la conséquence forcée du progrès, du travail et du capital social, — les travailleurs auront tous les avantages et tous les stimulants de l'appropriation individuelle de la terre sans les inconvénients inhérents pour la société du système actuel.

ANDRÉS LAMAS.

Buenos-Aires, mars de 1883.

Les deux Républiques de la Plata.

On confond habituellement en Europe, comme s'il s'agissait d'une seule nation, la République Orientale de l'Uruguay et la République Argentine, qui faisaient partie autrefois de la Vice-Royauté de Buenos-Aires, mais qui sont aujourd'hui des Etats libres et indépendants l'un de l'autre. Dans ces deux Républiques on parle la même langue, l'origine et les traditions sont identiques, les aspirations sociales sont les mêmes, les institutions politiques ne diffèrent que superficiellement, de sorte que, en réalité, il s'agit de deux peuples frères, intimement liés, quoique constituant des Etats complètement indépendants.

Montevideo est la capitale de la République qui porte le nom du fleuve, l'Uruguay, qui la sépare de sa voisine. Cette ville fut fondée en 1726 par Bruno Mauricio de Zavala sur le sommet d'une colline de granit, située dans une péninsule baignée par les eaux de la Plata, ayant un magnifique port dans la rive gauche du fleuve.

Buenos-Aires est la capitale de la République Argentine : cette ville, dont Pedro de Mendoza choisit l'emplacement en 1535, ne fut fondée qu'en 1580 par Juan de Garay; elle est située à 48 lieues de Montevideo, presque à l'endroit de la jonction des fleuves Parana et Plata, et cette distance est journellement parcourue en dix heures par des magnifiques bateaux à vapeur, ce qui produit un grand mouvement de passagers et de marchandises entre les deux capitales, l'entrave du passe-port et d'autres ayant été supprimées depuis longtemps.

Le voisinage de ces deux Républiques est donc très avantageux pour le commerce international et pour l'immigration étrangère, puisque toutes deux ont un vaste et fertile territoire, très peu peuplé, ayant besoin, l'une et l'autre, d'augmenter leur population, attirant sur leur sol des gens actifs et laborieux qui sauront développer l'agriculture et les autres industries dont ces régions sont susceptibles.

Les produits et le commerce d'importation sont identiques dans les deux pays, de sorte que dans les cas où une marchandise déterminée vient à manquer dans un des deux grands entrepôts de la Plata, Montevideo et Buenos-Aires, on se pourvoit facilement en passant d'une rive à l'autre du Rio de la Plata; de même que les travailleurs vont d'un de ces pays à l'autre, réciproquement, suivant les besoins industriels, s'entraïdant dans les moments des grandes récoltes.

La superficie totale de la République de l'Uruguay est de 7036 lieues carrées, 63.322 milles carrés, égal à 186.920 kilomètres carrés, ou soit 18.692.001 hectares. Les frontières

mesurent une étendue de 315 lieues, dont 37 sur l'Océan Atlantique, 75 sur le fleuve Uruguay et 122 comprenant la ligne délimitative avec le Brésil. La densité de la population est de 2.07 par kilomètre carré, de 7.10 par mille carré, ou soit de 64 par lieue carrée.

La République Argentine s'étend du degré 20 au 35 de longitude, de sorte que son étendue est approximativement de 55.239 milles géographiques ou soit 3.027.088 kilomètres carrés.

La population est à peine de 3.026.000 habitants.

L'intérieur de ces régions est peu peuplé; et c'est ainsi que les richesses naturelles, dans ce sol vierge et fécond, sont à peine exploitées; aussi les émigrants européens, aussitôt débarqués, trouvent du travail largement retribué.

Tel est le secret du développement extraordinaire de la production dans ces pays; telle est la raison de ces fortunes promptement amassées par les prolétaires de la veille!

Les territoires de la Plata ont réalisé des progrès fabuleux après leur émancipation du joug de la métropole; mais c'est très spécialement après la chute du tyran Rosas, en 1852, que le progrès commercial, grâce à l'ouverture des fleuves intérieurs, prit un élan extraordinaire. D'après la statistique, le mouvement actuel de l'importation et de l'exportation est dans le rapport de 1700 contre 100 relativement à l'année de 1810. C'est en grande partie au courant de l'immigration qu'est dû ce progrès, car ce sont les bras qui ont manqué et qui manquent encore pour mettre à profit des richesses naturelles de toute sorte, mises aujourd'hui, par la législation la plus libérale du monde, à la portée de tous les hommes désireux de chercher par le travail le bien-être et la prospérité.

L'Europe envoie au Rio de la Plata, en moyenne, 50,000 émigrants par an. On peut juger du progrès des deux Républiques dont nous nous occupons dans cet écrit, d'ici 10, 20 ou 30 années!

En 1810 la Vice-Royauté de Buenos-Aires comptait 2.350.000 habitants; les territoires qui la composaient comptaient, en 1861, plus de cinq millions. Aujourd'hui ce chiffre est bien plus considérable.

Les Etats méditerranéens de la Plata sont sans doute ceux de l'Amérique latine qui offrent au commerce européen plus d'avantages puisque l'Europe y compte déjà un demi million d'habitants, nombre qui augmente tous les jours.

P. ANTONINI Y DIEZ.

Rome, le 16 avril 1883.

La République de Honduras.

Nous sommes très heureux de pouvoir nous occuper de la situation de cette République de l'Amérique Centrale, et de faire connaître à nos lecteurs le degré de prospérité atteint par une nation qui, grâce à un gouvernement sage, prévoyant et patriotique, rivalise aujourd'hui avec les Etats plus avancés de notre continent.

Son territoire est de 120.480 kilomètres carrés, trois fois la superficie de la Suisse, plus de quatre fois celle de la Belgique, mais sa population n'a pas encore atteint un demi million d'habitants.

Le grand facteur, le principal, des progrès de la République de Honduras, c'est la paix, conséquence du bon sens politique de ses habitants, du patriotisme de ses hommes d'Etat, du choix heureux de ses mandataires.

Le Président de la République, le docteur Marco Aurelio Soto, a été assez heureux de pouvoir adresser, le 19 février dernier, au Congrès National, un message qui l'honore beaucoup, puisque en mettant sous les yeux des représentants du peuple les données, les chiffres et les appréciations de la situation du pays, en montrant à ses concitoyens et aux puissances étrangères que le Honduras n'a rien à envier aux nations plus développées du continent, il prouve tacitement, et de la manière la plus éloquente, qu'il a tenu parole et qu'il a fait son devoir comme premier magistrat de la nation.

Nous empruntons à ce message les renseignements suivants :

L'armée de la République se compose actuellement, entre généraux, chefs et soldats, d'un total de 907 hommes.

Est-ce nécessaire d'ajouter que dans ce pays c'est la loi qui gouverne?

1. Avec la Patagonie ce chiffre s'élève à 4.195.520.

Ce chiffre de 907 hommes, ce chiffre qui prouve qu'une République digne de ce nom peut se passer d'armée, et l'armée n'est pas nécessaire quand on se trouve en paix avec l'étranger et quand c'est la majorité, l'opinion qui gouverne, ce chiffre nous le mettons sous les yeux d'autres de nos Républiques comme un exemple à suivre, comme un enseignement profitable.

Voici maintenant la situation financière de ce pays.

Recettes en 1881, \$1.120.175; en 1882 elles ont produit \$1.298.878. Il y a donc augmentation de 15 0/0 d'une année à l'autre.

Dans ces recettes les douanes ont contribué, en 1881 avec \$476.777, et avec \$594.392 en 1882. En 1880 ces mêmes recettes ne s'élevèrent qu'à la somme de \$408.727. C'est donc un progrès, entre 1880 et 1882, de 42 0/0!

Les dépenses de l'administration n'ont exigé qu'une somme de \$700.000; l'excédant est employé à développer l'instruction publique et à réaliser des travaux publics d'une immense importance pour l'avenir national.

Le gouvernement poursuit la construction du réseau télégraphique avec une certaine activité, dans les limites des ressources budgétaires. En 1882 il en a été construit 295 milles; le total est aujourd'hui de 1704 milles, desservant 53 bureaux.

La République est en communication directe, par les câbles sous-marins et les lignes terrestres, avec l'Europe et toutes les nations américaines.

On a constaté en 1882 une augmentation considérable dans le mouvement de la poste. Voici quel a été ce mouvement; à l'intérieur : 56037 lettres du public et 48.208 des autorités, et 8.487 imprimés; à l'extérieur : 55.183 lettres du public et 1.441 des autorités, et 138.320 imprimés, ce qui fait un total de 160.869 lettres et 145.807 imprimés.

Dans son discours le président s'est longuement occupé du contrat passé avec la maison J.-J. Waterbury et Hanse, de New-York, au sujet de la construction d'un chemin de fer interocéanique, allant de la baie de Honduras à la baie de Fonseca. Le privilège accordé aux constructeurs est de 99 ans, mais après 30 années le gouvernement aura le droit d'accorder d'autres concessions. A l'expiration des 99 ans le chemin de fer deviendra propriété de l'Etat. Les travaux commenceront au mois de mai prochain et devront être terminés dans le délai de cinq ans. Les constructeurs prennent des dispositions pour le paiement de la dette ruineuse contractée par le Honduras dans les marchés de France et d'Angleterre.

La République n'a pas de dette interne, et non seulement elle n'a pas de dette interne mais encore, si on liquidait les valeurs de portefeuille et les existences en tabac, poudre et liqueurs en pouvoir de l'Etat, il en résulterait un solde en faveur du trésor de \$1.200.000.

Un grand développement est donné à l'instruction publique. Il y a actuellement dans le pays 440 écoles pour garçons et 133 pour jeunes filles. La moyenne des garçons qui ont fréquenté les écoles a été, en 1882, de 15.720; celle de jeunes filles fut 4.430.

Le gouvernement s'occupe d'organiser des écoles normales d'après un nouveau code; il a commandé en Europe les appareils nécessaires pour un cabinet de physique et pour un laboratoire de chimie. Il donne tous ses soins aux bibliothèques et archives de la nation.

Il a contribué largement à l'organisation, à Paris, de la Bibliothèque Bolivar, qui devra s'inaugurer le jour du centenaire du grand patriote.

C'est donc un gouvernement intelligent et actif, qui songe à répandre l'instruction, à développer le goût pour l'étude, pour le progrès, pour la civilisation, sans oublier les grands personnages de son histoire, puisque des statues représentant les généraux Morazan et Cabanas, seront prochainement inaugurées, grâce aux efforts du Président Soto et de ses ministres.

Disons, pour finir, qu'en dehors de ses productions agricoles, le café et autres, le Honduras est un pays essentiellement minier. Le capital employé dans l'exploitation des mines dans les départements de Tegucigalpa, Inscaran, Santa Barbara et Inticalpa, est de 100 millions de francs!

L'avenir se présente donc bien encourageant et bien flatteur. L'exemple du Honduras est un exemple à mettre sous les yeux des autres Républiques du continent: car, quoique il y a des grandes nations, comme la République Argentine et le Mexique qui font des progrès réellement extraordinaires, d'autres Etats du Nouveau Monde seraient bien heureux d'arriver à conquérir des titres aussi légitimes que ceux du Honduras au respect et à la sympathie universelle.

P. S. LAMAS.

Les sources de l'histoire du Pérou antique.

Malgré les témoignages matériels d'une civilisation qui est presque sans égale, en Amérique, le Pérou peut passer à bon droit pour un pays peu favorisé du côté des souvenirs historiques: les moyens graphiques, auxquels est surabondamment la conservation directe des événements, lui font presque entièrement défaut.

On est tenté de ranger au nombre des fables les traditions qui lui attribuent la connaissance d'une écriture quelconque dans une période d'antiquité dont les vestiges authentiques ne se trouvent nulle part. S'il est vrai qu'à une époque indéterminée encore, il reçut de l'Ancien-Monde, des missions dont l'écho subsiste dans la légende de l'Homme Blanc¹, les souvenirs qui s'y rattachent ne font pas ressortir l'introduction de l'écriture par la même voie, et rien ne porte à soupçonner que l'art ait été réellement pratiqué, ni surtout qu'il en survive le moindre monument de nature à nous éclairer.

Il est vrai que dans l'une des provinces annexées par les Incas, mais où l'usage de la langue quichua paraît remonter plus haut et attester une communauté d'origine, dans le royaume de Quito, la tradition accuse l'emploi de procédés calculiformes qui semble être le rudiment de la méthode en usage parmi les Mayas du Yucatan². Toutefois, les monuments font défaut à Quito même, et le Haut-Pérou ne possède en ce genre ni monuments, ni traditions.

Le dessein idéographique, qui est la gloire du Mexique, n'est pas absolument inconnu au Pérou. Les auteurs le citent en termes vagues: il existerait au nord d'Aréquipa, sur le sommet de la Caldera, et à Huatayra, des gravures sur pierre ou granit, lesquelles ne représentent d'ailleurs que des objets naturels où il est difficile de trouver un sens figuré. Au siècle dernier, un missionnaire aurait rencontré chez les Panos des bords de l'Ucayalé, aux pampas du Sacramento, des manuscrits sur feuilles de papier de platane, couverts d'hiéroglyphes liés entre eux et de caractères isolés³; mais aucune information n'explique de quoi il s'agit. Cela paraît authentique au même degré que l'assertion du fameux Montesinos⁴, affirmant, qu'après la conquête du Pérou par les Arméniens contemporains du Déluge, sous le Pirhua Huayna-cavi, pratiqua l'usage des lettres qui se perdit sous Titu-Yupanqui V, quelques cinq ou six siècles après notre ère. Cependant, un témoignage plus probant est fourni par l'écrivain indigène Santa-Cruz Pachacuti, reproduisant la tablette d'or contenant l'emblème de Ticci Viracocha, et formant une sorte de plan cosmographique où étaient figurés le soleil, la lune et les astres, le ciel, la terre et les saisons, des images humaines, enfin une complète allégorie⁵. Mais c'est tout, et jamais nous ne voyons qu'on en soit venu à la figuration du langage.

Ce qui appartient bien véritablement au Pérou, c'est le *quippo*, la cordelette à nœuds et à couleurs variées. Toutefois, le *quippo* n'est pas une écriture: c'est simplement un procédé mnémorique rappelant des faits généraux, des chiffres, des qualificatifs, des notions vagues, et fournissant des points de repère aux traditions que se transmettaient de vive voix les historiographes fort nombreux et assez instruits, à ce qu'il paraît, qui avaient mission, comme les rhapsodes de la Grèce, de conserver les souvenirs du passé.

Ce moyen, si défectueux qu'il soit en lui-même, n'a pas été sans utilité pour l'histoire du pays, et c'est probablement à lui que nous devons les éléments qui se trouvent épars dans les écrivains contemporains ou du moins voisins des temps de la conquête: ces écrivains peuvent être distingués en deux catégories, les Indigènes et les Espagnols.

Des indigènes s'étant plus ou moins assimilés la civilisation européenne, s'attachèrent à reproduire les souvenirs nationaux; nous possédons Garcilaso de la Vega et Santa-Cruz dont les œuvres seront analysées plus loin; les autres sont perdus ou du moins ils sont introuvables, et cela est d'autant plus à regretter qu'ils paraissaient avoir tous travaillé d'après les *quippos*, c'est-à-dire d'après les traditions du pays⁶.

1. Voyez la *Légende de l'Homme Blanc au Pérou antique*, dans les *Archives de la Société Américaine*, 2^e série, t. II, p. 100.

2. Velasco, *Histoire de Quito*, t. I.

3. Rivero et Tschudi. *Antiquités péruv.*, ch. 5.

4. Montesinos, *Memorias antiguas historiales*.

5. Santacruz Pachacuti, *Relacion de antigüedades de este regno del Piru*.

6. Fr. Yutu inca, Juan Huallpa inea, Don Luis inca, Diego Rocca inca Don Sebastian Nina Vilca curaca de Guarochiri, Don

Les auteurs espagnols sont beaucoup plus nombreux. Dès la découverte du Pérou, quelques-uns des compagnons du conquérant, le pilote Bartolomé Ruiz, les secrétaires Francisco Xerez et Pedro Sancho, le soldat Miguel Estete, recueillirent des impressions de voyage qui nous sont parvenues, mais qui, se bornant à la description de leurs aventures, n'ont qu'un médiocre intérêt pour l'ethnographie et l'histoire du Pérou. M. Jimenez de la Espada vient de donner une excellente bibliographie des œuvres de ce genre qui parurent dans le premier siècle de la conquête, ainsi que des rapports et documents officiels rédigés à la même époque : ce travail forme l'introduction de la publication qu'il a faite, par ordre du gouvernement espagnol, de trois de ces relations sur lesquelles j'aurai à revenir¹.

Parmi ces auteurs espagnols, un grand nombre n'ont traité qu'incidemment des choses du Pérou, en des ouvrages dont le cadre embrassait une partie plus ou moins considérable du Nouveau-Monde; tels sont Oviedo, Acosta, Herrera, Garcia, justement célèbres, mais n'écrivant que de seconde ou de troisième main. Les autres sont tombés dans l'oubli, en sorte que, parmi les œuvres imprimées, il n'en reste guère qu'une demi-douzaine qui justifient les soins de la critique.

Le premier des Péruvianistes est Cieza de Léon, né à Séville, vers l'an de grâce 1718. Il s'embarque dès l'âge de treize ans, arrive à Pano, fait ses armes sous les ordres de François Pizarre et prend part à la conquête du Pérou. De 1541 à 1550, pendant 9 années consécutives, il parcourt en explorateur toute la Nouvelle-Castille (c'est ainsi que l'on appelait alors l'empire des Incas), interroge les habitants, décrit les monuments, recueille des notes de toute sorte. Sa chronique est remplie de détails curieux relativement aux mœurs et aux usages de pays plus variés qu'on ne se l'imagine, au double point de vue ethnographique et géographique². Avec une instruction première plus complète, l'ouvrage aurait ce qui lui manque, la comparaison et le jugement. Il devait y avoir quatre parties, qui ont existé en manuscrit : la première, publiée à Séville dès 1553, a été plusieurs fois rééditée depuis lors. La seconde est ce que Prescott cite sous le nom de Sarmiento ayant pris pour nom d'auteur celui du personnage auquel est adressée la dédicace. Les autres historiens, Herrera surtout, lui ont fait des emprunts fréquents.

Beaucoup plus tard déjà, vient Balboa (Miguel Cevello). D'abord militaire, dans les guerres de France, il embrasse l'état ecclésiastique et se fait envoyer comme missionnaire dans la Nouvelle-Grenade, en 1566. De Santa Fé de Bogota, il passe à Quito, en 1516; l'évêque D. Pedro de la Pena l'encourage à étudier les antiquités du Pérou. Il se livre à ce travail, en s'aidant des documents recueillis par le frère mineur Jean de Orozco, et par Christoval de Molina. Le *Miscellanea austral* était terminé dès 1586: mais quoique dédié au comte de Villar, vice-roi du Pérou, il ne fut point publié à cette époque. C'est seulement en 1840, que Ternaux Compans le mit au jour, en retranchant la partie générale où l'auteur prétend prouver que l'Amérique est l'Ophir de la Bible.

Sauf cette concession aux idées du jour, Balboa est un écrivain judicieux : Sa description de l'état primitif du Pérou est très convenable. La légende de Manco-Capac, des quatre frères et des quatre sœurs sortis de Pacari-Tambo (la Maison de l'Aurore) est celle que des vieillards lui ont racontée, et que relatent les mémoires des premiers explorateurs : la date initiale conservée par le moyen des quippos serait celle de 949; et pour la justifier, Balboa est obligé de compter la durée de la vie des premiers Incas pour celle de leur règne : procédé plus qu'irrégulier et dont il ne fait point mystère. En quelques endroits, la chronologie est peu soignée.

Garcilaso de la Vega est l'exemple de ce que peut produire le métissage pratiqué dans des circonstances favorables : son père, étant venu au Pérou à la suite de Pizarre, exerça le commandement dans deux provinces; la mère, de la famille des Incas, était nièce de l'avant-dernier roi, Huayna-Capac. Par l'intelligence, Garcilaso est complètement espagnol; il est tout indien par le cœur, comme il dût l'être par le physique. Né en 1540, selon sa propre déclaration, il fut envoyé en Europe, à l'âge de vingt ans, en 1560. Développée par le milieu où il fut élevé dans la famille maternelle, surexcitée par les événements qui atteignaient sa lignée et ses

Juan Collque, curaca de Quillacas, cités dans la *Relacion anonima*, publiée par M. J. de la Espada.

1. *Tres relaciones de antigüedades peruanas*.

2. P. Cieza de Léon, *Cronica del gran reame del Peru*.

affections, la précocité de son esprit lui permit de se pénétrer d'une foule de détails qui lui auraient échappé en des temps plus heureux. Cependant, ayant eu à remplir une carrière de quarante ans et plus, dans les armes, où il devint capitaine, sous les ordres de Don Juan d'Autriche, son éducation classique resta superficielle : « J'écris, dit-il, au milieu des harnais, des armes et des chevaux. » Une partie de ses souvenirs s'est effacée, les notions essentielles sont parfois incomplètes, et il est obligé de faire appel aux informations des écrivains du moment de la conquête, surtout à Cieza de Leon et au P. Blas Valera, dont le jugement n'est pas bien assuré. D'ailleurs, il a le moyen de beaucoup emprunter, son livre n'ayant été écrit que de 1602 à 1606 et plus tard encore, puisqu'il ne fut édité qu'en 1609, lorsque l'auteur touchait à sa soixante-dixième année¹ : il avait déjà donné une *Histoire de la Floride*. Ces œuvres furent suivies d'une continuation donnant le récit de la conquête du Pérou par les Espagnols, et portant également le titre de *Commentaires royaux*. Ces détails, qui sont empruntés à ses livres, montrent que nos *Biographies universelle, générale* et autres n'ont publié sur son compte que des rapsodies.

(A suivre.)

A. CASTAING.

Aperçu historique des États-Unis de Colombie.

LA VICE-ROYAUTÉ (1740-1810)

Sur les réclamations adressées au roi par les colons, et sur l'avis favorable du conseil des Indes, la vice-royauté fut rétablie définitivement en 1739. Les audiences de Panama et de Quito furent supprimées, et sous le titre de Nouveau-Royaume de Grenade furent comprises les provinces de la Terre-ferme (Etat de Panama), celles de Cartagena (Etat de Bolivar), Santa Marta et Riohacha (Etat de Magdalena), Maracaybo, Caracas, Cumana et la Guyane (République du Venezuela), d'Antioquia (Etat d'Antioquia), de Pamplona et du Socorro (Etat de Santander), de Tunja (Etat de Boyaca), de Santa Fé (Etat de Cundinamarca), de Neyva et Mariquita (Etat du Tolima), de Popayan et Pasto (Etat du Cauca) et celles de Quito, Cuença et Guayaquil (république de l'Équateur). Le premier vice-roi fut un homme d'un grand mérite.

D. SÉBASTIAN DE ESLABA, lieutenant général des armées royales, qui arriva à Cartagena, où il demeura pendant tout le temps de son administration, au mois d'avril 1740. La guerre qui avait éclaté l'année précédente entre l'Angleterre et l'Espagne devait lui fournir l'occasion d'un triomphe d'autant plus remarquable que la garnison de la place était fort peu nombreuse. L'amiral Vernon commandait une flotte composée de 28 vaisseaux de ligne, 12 frégates, quelques brûlots et 130 bâtiments de transport, et portait à bord 9,000 hommes de débarquement, 2,000 nègres *maheteros* de la Jamaïque, un régiment nord-américain et 15,000 soldats de marine. A ces forces relativement considérables, le vice-roi pouvait à peine opposer 3,000 hommes, dont 1,400 seulement des troupes de ligne. Il força cependant l'amiral à se retirer fort maltraité et après avoir perdu presque la moitié de son armée dans les diverses attaques qu'il dirigea contre la ville.

Cette héroïque défense valut au vice-roi plusieurs distinctions, entre autres le ministère de la guerre, qu'il accepta, laissant comme son successeur dans le gouvernement du royaume.

D. JOSÉ ALFONSO PIZARRO, qui établit l'*Estanco* ou monopole de l'eau-de-vie et auquel la colonie doit la continuation de quelques travaux d'utilité publique. Ayant démissionné en 1753, il fut remplacé par :

D. JOSÉ SOLIS FOLCH DE CARDONA, dont le souvenir a été pieusement gardé comme celui d'un administrateur zélé, progressiste et ami de l'humanité. Ce fut dans son temps que D. JOSE PRIETO fonda l'Hôtel de la Monnaie à Bogota. Solis fit ouvrir quelques chemins et construire des ponts, un aqueduc, etc. Il dota un des hôpitaux de la ville et, après avoir distribué sa fortune aux pauvres, il prit le froc des franciscains, laissant le gouvernement, en 1761, à D. PEDRO MESIA DE LA CERDA, marquis de la Vega de Armijo. Celui-ci consacra toute son attention à l'organisation financière de la colonie, organisation qui était dans un état déplorable; il termina quelques-uns des travaux commencés

1. Garcilaso de la Vega, *Comment. reales*, Lisb., 1619.

sous son prédécesseur, créa des manufactures de tabac, de poudre et de salpêtre, et eut à exécuter l'ordre d'expulsion des Pères de la compagnie de Jésus, qui avait été supprimée par Clément XIV.

En 1773 lui succéda D. MANUEL DE GUIRIOR, qui encouragea l'agriculture et forma le projet de doter la ville de Bogota d'une université à l'instar des plus fameuses de la Péninsule. Son projet n'eut pas de suite : mais il profita des livres des jésuites pour fonder une bibliothèque publique ; il fit en outre construire un hospice pour les enfants trouvés et se distingua aussi par la fermeté avec laquelle il sut contenir les empiètements du clergé dans les affaires de la colonie.

En 1777, le territoire des provinces de Maracaybo, Caracas, Cumana et Guyane, fut séparé du nouveau royaume de Grenade pour former la capitainerie générale du Venezuela, sous le vice-roi D. MANUEL ANTONIO DE FLOREZ, homme intelligent, quoique faible, et qui fit de grands efforts pour donner quelque développement au commerce de la colonie.

Ses théories financières déplurent considérablement à la cour, qui tremblait toujours de se voir ravir par les étrangers le monopole du commerce des Indes. Une nouvelle guerre ayant éclaté entre l'Espagne et l'Angleterre, il dut transférer sa résidence à Carthagène, où il trouva le commissaire royal *Gutierrez de Pineres*, qui devait examiner sa conduite « scandaleuse » en faveur du *commerce libre*. Il s'en défendit, naturellement, comme d'un crime, restant depuis lors à l'écart et prenant une part fort peu active aux affaires. L'influence prépondérante du commissaire royal ne tarda pas à se faire sentir d'une façon tellement odieuse que, vers la fin de 1780, on vit apparaître les premiers symptômes de l'insurrection dite des *comuneros*, qui éclata un an plus tard dans la province du Socorro et dont le centenaire a été célébré par une grande fête civique l'année dernière à Bogota. Les révoltés, en nombre considérable (près de 20,000 hommes) marchèrent sur la capitale, qui, n'ayant pas une garnison suffisante pour lutter contre l'armée révolutionnaire, envoya vers elle une députation chargée de faire des propositions de paix et de laquelle faisaient partie l'archevêque de Santa Fé et plusieurs autres hauts personnages. Les *comuneros* occupaient déjà la ville de Zipaquira, à dix lieues de la capitale ; mais sur les promesses formelles qu'on leur fit de supprimer certains impôts nouvellement établis et sur l'assurance d'une amnistie générale, une capitulation fut signée et jurée sur les saints évangiles par les chefs des *comuneros* et les délégués de l'Audience, sur la place publique de la ville. L'Audience approuva et ratifia cette capitulation que, n'étant pas en force pour résister, elle ne pouvait faire autrement que de conclure ; du moins telle fut l'explication donnée par elle à l'infamie dont elle ne craignit pas de se couvrir lorsque, plus tard, quand les troupes demandées à Carthagène arrivèrent dans la capitale, elle cassa ladite capitulation et déclara qu'elle la regardait comme nulle et non avenue. En conséquence, les principaux chefs des *comuneros*, qui eux avaient rempli fidèlement leurs engagements et vauaient pour la plupart tranquillement à leurs affaires, furent appréhendés au corps, jugés, condamnés à mort et exécutés avec de tels raffinements de cruauté que la plume hésite à les rappeler¹.

Le faible Florez ayant été nommé vice-roi du Mexique, fut remplacé en 1782 par DON JUAN DE TORREZAL DIAZ PIMIENTA, qui mourut presque en arrivant dans la capitale, mais au remplacement duquel il était pourvu depuis longtemps, par un pli cacheté déposé à l'Audience, en la personne de l'archevêque de Santa Fé de Bogota, D. ANTONIO CABALLERO Y GONGORA.

Malgré les vifs reproches qu'on est tenté d'adresser à la mémoire de l'archevêque vice-roi à cause de la mort infâme des *Komuneros*, mort qu'il eut dû, comme ayant été un des signataires des articles des capitulations, empêcher à tout

1. José Antonio Galan, Lorenzo Alcantuz, Isidro Molina et Manuel Ortiz, chefs des glorieux *Comuneros* de 1781, furent condamnés à être *trainés* à la potence, puis écartelés. Leurs membres devaient être exposés comme un enseignement, disait la sentence, dans les villes qui avaient été le théâtre de leurs scandaleuses insultes, les troncs de leurs corps brûlés et leurs cendres jetées aux quatre vents ; leur mémoire était déclarée infâme et leurs biens étaient confisqués. Ce qui fut fait ainsi, sans avoir même le mérite de rencontrer de la résistance, car Galan, le principal d'entre eux, fit en vain les plus grands efforts pour rallier ses anciens compagnons d'armes qui, égarés par les insidieuses paroles de l'archevêque, l'abandonnèrent complètement, s'ils n'aidèrent pas à le prendre, lorsqu'il fuyait vers des régions non encore occupées par ses bourreaux.

prix, on ne peut se dissimuler que son gouvernement fut un de ceux qui favorisèrent le plus le progrès sous toutes ses manifestations. Il suffit de rappeler que ce fut grâce à ses efforts que l'*Expédition botanique* confiée au savant Mutis, « dont le nom immortel, disait Linné, ne sera jamais effacé par les âges », fut organisée, et qu'on entreprit cette œuvre colossale de la formation d'une Flore équinoxiale, dont la connaissance a été retardée d'un siècle par l'indifférence injustifiable avec laquelle ont été accueillis ces travaux si intéressants en Espagne¹. En donnant une impulsion vraiment extraordinaire à l'étude des sciences naturelles, il dota la patrie colombienne de cette pléiade de savants qui devinrent plus tard les martyrs de la liberté. Il encouragea aussi l'industrie minière qui était dans un abandon lamentable ; et fit venir des ingénieurs, tels, par exemple, que *d'Elhuyar*, dont le fils devait plus tard immortaliser le nom. En janvier 1789, il renonça à ses hautes et doubles fonctions, car il désirait vivement retourner en Espagne, où il fut appelé au siège épiscopal de Cordoue.

DON FRANCISCO GIL DE LÉMOZ ne resta que sept mois en charge et eut pour successeur DON JOSÉ DE EZPELETA, en juillet 1789. Ce vice-roi, homme très intelligent et très capable, continua l'œuvre de progrès initiée par l'archevêque. Ce fut durant son administration que vit le jour le premier journal publié à Bogota (1791) et l'art dramatique y fit pour la première fois (1793) son apparition dans le théâtre qu'il fit construire malgré les criailleries du clergé et des dévots. Il reprit le projet de fonder l'Université, ce qui n'avait pas été possible jusqu'alors par suite de l'opposition qu'y faisaient les missionnaires dominicains, qui voulaient garder pour eux le monopole de l'instruction supérieure.

Sans l'habileté et la sagesse dont il fit preuve en 1794, l'Espagne aurait pu perdre depuis lors cette riche colonie. En effet, les principes proclamés par la République française de 89 avaient eu un grand retentissement dans le monde entier et son écho avait pénétré jusque dans les gorges profondes des Andes colombiennes. Des jeunes gens studieux et avides de nouveautés, tels que le docteur *Pedro Fermín de Vergas*, *Antonio Varino*, *Francisco A. Zea* et les autres membres de l'Expédition scientifique, s'entretenaient souvent des progrès de la Révolution avec un médecin français, le docteur *Louis Rieux* et dom *Manuel Froez*, Portugais, qui faisaient une vraie propagande révolutionnaire dans la colonie. Narino traduit en espagnol la fameuse *Déclaration des droits de l'homme*, faite par la Convention, et en publia quelques exemplaires dans une petite imprimerie qu'il possédait à Bogota. Ces traductions circulèrent partout en cachette, spécialement dans les collèges. Celui du *Rosario* de Bogota devint bientôt un vrai foyer de conspirateurs. Un nommé *Rangel*, originaire de Mérida (Venezuela) dénonça au vice-roi ces coupables entretiens et donna ainsi l'éveil aux autorités royales qui organisèrent une active vigilance. Des symptômes d'une révolte prochaine se montraient partout. On s'attendait à une nouvelle insurrection des communes. Des placards séditionnels, qui apparurent dans certains lieux publics, furent l'occasion des poursuites contre les auteurs présumés de ces pasquins. Le vice-roi Ezpeleta, qui comprit très bien les dangers d'un grand procès politique, qui intéresserait beaucoup de gens, car le nombre des inculpés grossissait de jour en jour, résolut de trancher la question par le vif et fit mettre en liberté les moins compromis parmi les détenus et expédia en Espagne les principaux inculpés, tels que *Narino*, *Zea Labal*, *Umana*, *Mutis*, les avocats *José Ayala Ignacio Sandino*, *Pablo Uribe*, commerçant et *José María Duran*, étudiant en droit. Ce jeune homme fut mis, dit-on, à la question, mais nous nous refusons à croire le vice-roi Ezpeleta capable d'une pareille lâcheté ; nous croyons plutôt que Duran avoua sa complicité dans l'affichage des pasquins, sur la simple menace qu'on lui fit de le mettre à la question.

En Espagne, ils eurent à souffrir, cependant, un bien cruel châtement pour des fautes si légères : ils furent transportés aux galères de Cadix, sans être jugés ni entendus, de la façon la plus arbitraire, et ils y restèrent plusieurs années. Le vice-roi Ezpeleta ne saurait être, pourtant, rendu responsable de cet abus de pouvoir : il parvint à conserver la paix dans la colonie et la fit prospérer beaucoup. Des

1. Les membres du congrès des Américanistes, réuni l'année dernière à Madrid, ont pu admirer la richesse de cette magnifique collection que, pendant si longtemps, on n'avait même pas pris la peine de retirer des caisses où elle avait été enfermée par les dernières autorités espagnoles de Bogota ! On sait bien, pourtant, quel grand intérêt scientifique pouvaient avoir ces travaux, spécialement au point de vue de la *quinologie*.

services aussi éclatants furent récompensés, et par la cour, qui lui donna le titre de *comte de Veira*, et par la colonie qui a gardé sa mémoire avec amour et reconnaissance.

DON PEDRO MENDINETA Y MUSQUIZ, son successeur (1797), fit procéder à un recensement de la colonie, dont la population totale atteignait alors le chiffre de deux millions d'habitants¹; et, quoiqu'il ne poussait pas avec une très grande vigueur les travaux publics, on lui doit pourtant quelques constructions telles que l'Observatoire astronomique². On lui sait gré aussi d'avoir épargné la vie du général *Narino*, lorsque celui-ci tomba entre ses mains, de retour des galères de Cadix, d'où il s'était évadé, et d'avoir fait les honneurs de la colonie au baron *Alexandre de Humboldt*, qui, par une exception spéciale et toute gracieuse, fut admis à visiter la Nouvelle-Grenade en 1801. Du reste, les temps allaient changer, et lorsque en 1803, il céda la place à DON ANTONIO AMAR Y BORBON on n'imaginait guère que ce rejeton d'une race royale serait le dernier des vice-rois de la Nouvelle Grenade!

C'est sous son gouvernement que fut importé pour la première fois le vaccin, dont la précieuse découverte devait rendre de si grands services à l'humanité. Les travaux de l'expédition scientifique furent continués avec succès malgré la mort du célèbre *Mutis*. Ce fut *Francisco José de Caldas*, aussi grand patriote que naturaliste émérite, qui le remplaça dans la direction des travaux de l'expédition, en 1808. Mais la révolution s'annonçait depuis longtemps et l'heure de la délivrance approchait, lentement, mais sûrement.

La malheureuse expédition de *Miranda*, sur les côtes du Venezuela, en 1806; l'invasion française, l'abdication de Charles IV et les autres événements de la Péninsule; la conspiration tramée à Quito en 1809, si malheureusement découverte et si cruellement châtiée, tout cela avait surexcité tellement les esprits dans la colonie, que déjà il y avait eu des troubles dans certaines provinces et que le plus petit incident pouvait devenir l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. En effet, on attendait avec impatience l'arrivée de *Antonio Villavicencio*, commissaire royal, qui avait reçu de la régence de Cadix la mission de négocier avec les colonies pour les engager à rester fidèles à Ferdinand VII et à envoyer de nouveaux subsides à la mère patrie pour l'aider dans sa lutte contre Napoléon. On faisait de grands préparatifs pour fêter cette arrivée et avec d'autant plus d'entrain qu'il était du pays et qu'on attendait beaucoup de bien de son intervention dans les affaires de la colonie. Or, ce fut précisément au sujet de certains préparatifs pour la réception projetée qu'une querelle éclata entre *Llorente*, un Espagnol, ou *chapeçon*, comme on appelait les péninsulaires, et un créole, *Morales*. Des mots on en vint aux mains, et comme les passants prenaient parti d'un côté ou de l'autre, il s'ensuivit bientôt une émeute en règle contre les Espagnols, émeute qui n'était que l'aurore de la révolution, mais qui devait devenir bientôt le premier jour de la liberté. Un des membres du Cabildo, *D. Josef de Azevedo*, orateur distingué, harangua le peuple et parvint à calmer les esprits, tout en donnant satisfaction à l'organisation d'une Junta à l'instar de celle de Séville et des autres villes principales de la Péninsule.

Cette explosion populaire, qui renversa le gouvernement du vice-roi Amar y Borbon, eut lieu le 28 JUILLET 1810, jour dès lequel l'ancienne colonie espagnole devint une nation indépendante et souveraine: glorieux anniversaire que la patrie reconnaissante a toujours fêté, avec toute l'allégresse des premiers jours, et que, nous l'espérons, elle fêtera de même durant de longs siècles encore!

La domination espagnole avait fait son temps. Pendant cette longue période de trois cents ans, rien, on le voit, de bien remarquable, à l'exception des travaux de l'expédition botanique³ (dans lesquels, nous autres Colombiens, nous som-

1. Il convient d'observer que le Quito, aujourd'hui République de l'Equateur, appartenait alors au Nouveau Royaume de Grenade.

2. Cet observatoire, bâti par le père capucin *Petrez*, sous la direction de *Mutis*, se trouve à 2,540 mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer et presque sous la ligne équinoxiale; c'est le plus élevé et le mieux placé qui soit au monde pour faire des études astronomiques. Il serait à souhaiter que les gouvernements et les sociétés météorologiques de l'Europe profitassent de ces circonstances pour y envoyer des délégués chargés de faire des observations.

3. Les divers travaux de cette célèbre expédition scientifique, dont la direction générale avait été confiée au savant docteur *José Célestino Mutis*, étaient distribués en cinq sections, dont les directeurs étaient MM. *Francisco Antonio Zea*, de la section bo-

mes pour une part au moins aussi grande que celle de l'Espagne), n'avait été fait en faveur de la colonie. Les fameuses murailles de Carthagène, qui coûtèrent cinquante-neuf millions de piastres, les nombreux couvents, les églises, les quelques ponts que nous laissèrent les gouvernements et vice-rois espagnols étaient bien peu de chose à côté des sommes immenses représentées par l'or et l'argent ravis à la colonie. En thèse générale, la domination espagnole avait été fort peu profitable au pays; mais il est juste de dire qu'elle a fait pour nous tout ce qu'elle pouvait faire. L'Espagne nous a legué, avec son sang le plus pur, cet amour indomptable de l'indépendance qui fait notre force, et cette belle langue castillane dont nous sommes si fiers; mais aussi, hélas! tout un essaim de mauvaises conditions qui ne pourront s'améliorer sensiblement que lorsque l'instruction publique aura été suffisamment répandue et que le lent travail d'élaboration des races diverses qui peuplent la Colombie, nous aura transformés complètement et nous présentera au monde sous notre vrai jour. En attendant, nous n'avons pas encore un caractère national bien tranché; mais si l'avenir qui nous est réservé ressemble à notre passé, nous pouvons affirmer d'ores et déjà, avec orgueil, qu'il ne peut être que fort glorieux et fort digne d'un grand peuple.

(A suivre.)

RICARDO S. PEREIRA.

Un chemin de fer brésilien pour la vallée de l'Amazone.

Le gouvernement impérial a toujours considéré comme un sujet de la plus haute importance pour le Brésil l'utilisation de la navigation de la ligne fluviale qui, par le Guaporé, atteint la capitale de la province de Matto Grosso et par le Mamoré va jusqu'à Loreto, dans la république bolivienne, offrant une extension de 300 lieues navigables, après la cataracte de Guajara mirim.

Les chutes des fleuves Madeira et Mamoré, occupant une extension de près de cinquante lieues, rendent difficile la navigation de cette ligne.

Le gouvernement brésilien a toujours apprécié la haute portée qu'offre l'utilisation de ce chemin naturel, qui va développer la vitalité de son vaste territoire national d'une merveilleuse fécondité, actuellement désert et presque inutile, établir des moyens de facile et rapide communication avec une des provinces de l'empire les plus lointaines, indépendante des pays riverains, et finalement attirer en même temps le commerce de cette république; ce commerce, qui est important, augmentera encore par l'éloignement des causes qui actuellement opposent un obstacle à l'exportation de plusieurs produits d'une industrie qui présente déjà un certain développement.

Ayant reconnu qu'il était impossible, au point de vue économique, d'effectuer les travaux hydrauliques nécessaires à la navigation non interrompue de ces fleuves, le gouvernement tourna son attention vers un projet de voie marginale qui en s'éloignant des obstacles permettait de relier les eaux inférieures du Madeira à celles du Mamoré, en évitant les chutes.

Les intérêts du Brésil et de la Bolivie, ainsi que ceux de tous les pays du centre de l'Amérique du Sud, réclament impérieusement l'ouverture de cette voie, qui a toujours mérité toute la sollicitude du gouvernement brésilien, quel que soit du reste le parti politique au pouvoir et dont l'accomplissement a été retardé jusqu'à présent par des motifs véritablement de force majeure.

Les départements boliviens qui seront le plus directement favorisés par l'ouverture de ce chemin sont ceux de Boni et Santa-Cruz-da-Serra, où l'agriculture a beaucoup prospéré et dont les terrains se prêtent admirablement à la culture de tous les produits connus en Europe sous le nom générique de « tropicaux ».

Tous ceux qui connaissent cette région sont d'avis que la voie du Madeira au Mamoré viendra développer extraordinairement la richesse agricole dans tout ce bassin et un de ses premiers résultats sera de faire cesser la cherté d'une

tanique; *Antonio Cortés*, et plus tard, *Iorge Tadeo Lozano* de la partie zoologique; *Enrique Umana*, de la minéralogique; *José Maria Cabal*, de la partie chimique et *Sinforoso Mutis*, des dessins: ils étaient tous Colombiens et jouèrent plus tard un rôle important dans la lutte d'émancipation. Le chef en second de l'expédition était le docteur *Eloy Valenzuela*, curé de Bucaramanga, auteur de la *Flore* de cette province et prêtre éminent en sciences et en vertus.

denrée de première nécessité dans les provinces du Para et des Amazones, c'est-à-dire du bœuf frais.

L'élevage du bétail se développe merveilleusement dans les plaines du Mamoré; la main d'œuvre en Bolivie est à très bon marché et pour ce motif ses produits luttent très avantageusement avec ceux importés par notre marché, même d'origine nationale.

Ce chemin sera, par la suite, des plus utiles à la plus grande partie de la Bolivie, vu que les communications du Cobija (port dans l'océan Pacifique) avec les premiers centres de population de la république sont des plus difficiles.

Il faut franchir un désert de plusieurs dizaines de lieues, dont les chameaux seulement peuvent supporter la traversée, et encore les frais de l'Europe à Cobija sont beaucoup plus forts que ceux du voyage au Para et à Manaos.

On compte 18 chutes sur le fleuve Madeira, dont la plus grande et la plus belle est celle connue sous le nom de « Theotónio »; à cet endroit, le fleuve mesure 550 mètres et la hauteur de chute est de 11 à 14 mètres sur toute la largeur. Le rapide le plus étendu et le plus difficile est celui du Ribeirão, qui mesure presque 6 kilomètres.

On rencontre sur les bords de ces fleuves des hameaux d'indigènes appartenant aux tribus Caripunas et Pammás; leurs habitants sont d'excellents rameurs et confectionnent leurs canots avec des écorces d'arbres; ils passent des journées entières à poursuivre du gibier sans éprouver la moindre lassitude et ils n'emploient la flèche que lorsque la fatigue a presque rendu l'animal immobile.

Les Rammas se distinguent des Caripunas. Les premiers ont empreint sur leur physionomie la docilité et la bonté d'âme, ainsi que les bons instincts dont ils sont doués.

Ce fut le sénateur Manoel Pinto de Souza Dantas, lorsqu'il était ministre de l'agriculture, qui s'occupa le premier de la route du Madeira au Mamoré, chargeant de l'exploration des chutes de ces fleuves les ingénieurs Kellers, car déjà à cette époque le gouvernement brésilien était convaincu des avantages qui résulteraient de la facilité des communications avec la province de Matto-Grosso par le fleuve Madeira.

Les instructions données par ce ministre aux ingénieurs Kellers leur prescrivaient de lever le plan et d'établir le budget d'une route qui contournerait les chutes du Madeira et de s'assurer du moyen le plus rapide et le plus sûr de navigation du bas et du haut Madeira et d'obtenir des données exactes sur les endroits situés sur les rives ou à proximité de ce fleuve qui seraient les plus convenables à l'établissement de centres de populations, de colonies militaires ou agricoles et de fortifications.

C'est au sénateur Diego Velho Cavalcanti de Albuquerque que l'on doit le décret de concession du chemin de fer du Madeira au Mamoré, alors qu'il était ministre de l'agriculture. Ce décret, qui est daté du 20 avril 1870, obligeait le concessionnaire à soumettre son tracé à l'approbation du gouvernement.

Par décret du 11 septembre 1872, les plans et profils de la voie ont été approuvés.

Dans le courant de la même année, quelques-uns de ces plans furent modifiés en vertu du décret du 20 novembre.

Le décret du 24 novembre 1877, signé par le député Coelho d'Almeida, alors ministre de l'agriculture, accorda une garantie d'intérêts pour le capital maximum additionnel destiné à la construction du chemin et exigeait de nouvelles études définitives du tracé de la voie, que la compagnie devait soumettre à l'approbation du gouvernement dans le délai de deux années, conformément aux spécifications mentionnées dans le même décret.

La construction de ce chemin a été confiée en 1873 à la *Public Works construction*, de Londres.

Cette entreprise anglaise abandonna les travaux et un nouveau contrat intervint entre la compagnie concessionnaire et MM. P. et T. Collin, constructeurs de chemins de fers, bien connus aux Etats-Unis.

Les travaux commencèrent avec rapidité.

Entre Santo Antonio et le fleuve Jacy-Parana, où devait se développer la ligne, le terrain élevé paraît former une zone ou chaîne de montagne.

Le point de départ du nivellement à Santo Antonio est situé près du bord du fleuve, au-dessus des hautes eaux. Les maisons sont situées à des hauteurs variables de 0^m,66 à 1^m,20 au-dessus de ce point.

Les terres marginales, depuis Santo Antonio jusqu'aux chutes de Theotónio, sont basses et parsemées de marais.

La majeure partie de la ligne de Santo Antonio au Cal-

deirão do Inferno peut être très facilement et très rapidement construite. Elle n'a pas à franchir d'importants cours d'eau, si ce n'est le Jacy-Parana et un autre plus petit qui est situé près de Santo Antonio. Sur ces deux fleuves, on devra jeter deux ponts métalliques.

La zone correspondante à la région comprise entre les rapides du Madeira est, dans toute la vallée de ce fleuve, celle qui possède le moins de terres basses et marécageuses. A cet endroit, les forêts ne sont ni aussi denses ni aussi enchevêtrées par les lianes que dans les terres basses riveraines.

On y rencontre d'excellent bois, et les seringueiras ou *siphonla elastica* (arbre au caoutchouc) y croissent en abondance. Depuis Santo Antonio jusqu'au Caldeirão do Inferno, on trouve plusieurs établissements de préparation de caoutchouc, qui est transporté à San Antonio dans des canots qui affrontent les rapides.

Il fut réservé au premier parlement brésilien élu après la réforme électorale d'autoriser de nouveau le gouvernement à dépenser la somme nécessaire aux études de ce chemin et de lui accorder la faculté en cas d'insuffisance des revenus, de réaliser dans ce but les opérations de crédit qui seront nécessaires.

Ce que le gouvernement du Brésil a adopté relativement aux études des chemins de fer, consiste à faire exécuter les études nécessaires à ses frais et à ouvrir ensuite une adjudication en y insérant la clause qu'il devra être indemnisé des dépenses qu'il aura réalisées pour ces études.

Celles-ci sont traitées à forfait, comme dans les chemins de fer de Bahia, Pernambuco, Rio Grande de Sul, ou par administration, comme cela est arrivé pour celles du chemin de fer de Victoria à Natividade, dans la province de Espirito Santo. L'expérience indique qu'on doit accorder la préférence au second moyen d'exécution, puisque les études contractées avec les personnes les plus aptes ont coûté très cher à l'Etat et on a dû ensuite les modifier considérablement.

Les moyens adoptés pour les études de chemin de fer de Natividade à Victoria, c'est-à-dire par voie administrative, ont paru préférables au cabinet Paranaguá et il a suivi le même système pour le chemin de fer du Madeira au Mamoré. A ce sujet, il a expédié des instructions qui devront être remplies pour qu'on prenne ensuite une décision définitive sur la construction de cette ligne, appelée à transformer radicalement une des plus vastes et des plus fertiles régions du monde et à la rapide exécution de laquelle le gouvernement brésilien attache la plus grande importance.

(Publication officielle.)

Bibliothèque Bolivar à Paris.

Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que le succès de cette entreprise patriotique est assuré. Non seulement les résidents américains de Paris ont répondu avec empressement et générosité à l'appel qui leur avait été fait, mais aussi le comité reçoit par tous les courriers des nouvelles adhésions de la part des gouvernements et des particuliers de l'autre côté de l'Océan.

On peut donc avoir toute confiance dans la réalisation d'une pensée, si féconde en bienfaits pour les intérêts de notre chère Amérique qui va bientôt offrir à l'Europe, dans un établissement largement ouvert au public, dans cette capitale, la preuve de nos progrès intellectuels et de nos efforts dans les sentiers de la science universelle.

Le 24 juillet prochain, jour du centenaire du libérateur Simon Bolivar, la bibliothèque américaine qui porte le nom de ce grand citoyen, ouvrira ses portes, solennellement, d'après le cérémonial qui sera publié prochainement.

En donnant cette assurance à nos confrères de l'Amérique, nous leur prions de vouloir bien la reproduire et de faire, de leur côté, tous les efforts à leur portée pour activer, de la part des gouvernements et des particuliers, l'envoi des livres et des publications de toute sorte, afin que l'inauguration puisse avoir lieu avec tout l'éclat possible.

Nous prions également nos confrères de la presse américaine de vouloir bien adresser, dès maintenant, pour la salle de lecture, un exemplaire de leurs publications, au Président de la Bibliothèque Bolivar, M. Carrillo y Navas, 10, rue de Strasbourg, à Paris.

Courrier d'Amérique.

République Argentine. — On signale au ministère de la guerre et de la marine un mouvement des plus actifs, principalement à la suite des derniers faits d'armes de l'armée argentine sur les dernières tribus indiennes réfugiées sur les Cordillères des Andes où elles ont été détruites, faites prisonnières et à jamais anéanties.

M. le D^r Don Benjamin Victorica, l'éminent ministre de la guerre, a bien raison d'être satisfait de ces événements, qui délivrent le pays de hordes sauvages sur l'immense étendue du territoire et de l'une à l'autre extrémité des pampas.

La campagne de la Cordillère est donc terminée. Le vaillant général Villegas, chef de l'expédition, se trouve à *Nahuel-Huapi*, préparant le cantonnement des postes et détachements qui occuperont la ligne de démarcation avec le Chili, défendant et protégeant quinze mille lieues d'une fertilité prodigieuse.

— Nulle part la nature est plus riche et fertile sous le brillant firmament de la vierge et riante Amérique.

Le colonel Sola devait partir pour l'exploration du Chaco entre le Bermejo et le Pilcomayo, et le colonel Bosch expédiera de son côté sur la partie du Parana pour tracer une nouvelle ligne de garnison qui protège toutes les nouvelles colonies agricoles, facilite l'installation de nouveaux établissements pour la coupe du bois et les plantations de cannes à sucre, préparant les autres cinquante mille lieues de ces riches zones réservées à l'immigration européenne.

Avec de tels horizons de richesses inappréciables et multiples, on peut supposer quel avenir est réservé à la République argentine et quels progrès se réaliseront sous l'administration patriotique et éclairée du général Roca, dont la présidence aura une place d'honneur dans l'histoire argentine.

M. le ministre Victorica, qui en ces moments projette une excursion militaire du côté de Formosa, avec une suite d'officiers et autres personnages éclairés, a décidé, avant son départ, l'établissement d'une nouvelle ligne télégraphique de Jujuy à Oran, province de Salta.

L'intelligent et bien connu explorateur, don Ramon Lista, accompagne M. le ministre de la guerre en qualité de secrétaire.

— La province de Buenos-Aires, sous l'administration de l'énergique et progressiste gouverneur, docteur don Dardo Rocha, réalise les plus grandes entreprises et des réformes importantes.

L'activité caractéristique et fébrile du patriote gouverneur de la première province de la République n'a pas de limites. Les progrès de sa province n'ont jamais eu à leur tête un champion plus ardent et zélé. Aussi, le voit-on partout, contrôlant de ses propres yeux les grandes améliorations dont il est l'initiateur et l'exécuteur.

L'exécution des constructions publiques dans la nouvelle capitale provinciale *La Plata* se poursuit, grâce à lui, avec une activité remarquable. Tout se fait à l'américaine sous l'influence de l'élan et d'un chaleureux patriotisme.

Il en est de même des voies ferrées en exécution et dont le réseau va exercer une influence immense dans les progrès de la riche province dont les principales villes vont être en rapports directs et immédiats avec la nouvelle capitale, cette nouvelle *Chicago* du sud du Continent, qui fera la gloire de son gouverneur actuel.

Ces phrases, empruntées à un de nos confrères, donnent une idée des progrès immenses que réalise actuellement cette République.

— Le gouvernement fait bâtir dans la capitale de la République un grand établissement destiné à loger les émigrants.

Ce sera le plus vaste et le mieux organisé de l'Amérique latine.

Il pourra loger, à la fois, 3000 émigrants.

Le bâtiment sera divisé en deux sections : la 1^{re} sera réservée pour l'administration et pour le siège de la Commission générale, et la 2^e servira de logement, aménagée comme un hôtel, pour les émigrants. La salle à manger aura des tables pour mille personnes. Il y aura des médecins, des pharmaciens, une infirmerie composée de quatre grands salons, etc.

— Le président de la République, le général Julio A Roca, a fait une excursion au port et à la ville de Campana, dans la province de Buenos-Aires. Il était accompagné par plusieurs

personnes importantes. Il a été logé chez M. Eduardo Costa, procureur général de la République.

Le président a visité les travaux de construction de la grande fabrique de « *Fresh Meat Company*, » organisée à Londres par les messieurs Drable, la première de cette espèce, dont le but est d'exporter de la viande conservée par les nouveaux systèmes frigorifiques. M. Norton, l'ingénieur de l'entreprise, donna au président Roca tous les renseignements sur les travaux en train.

— Dans la province de Salta, à Puna et Traja, on vient de découvrir des nouvelles mines d'or et d'argent.

— A Jujuy on a découvert également des sources de pétrole d'une grande abondance.

— Nous lisons dans l'*Union française*, journal qui se publie à Buenos Aires, les lignes suivantes :

« On sait qu'il existe dans les départements du sud-ouest de la France un courant d'émigration très accentué vers la Plata. Il y a de tels villages des Pyrénées dont la majeure partie des habitants sont allés s'établir dans la République argentine. C'est ce qui explique que dans la seule ville de Buenos-Aires, il y a trente mille Français et dans l'intérieur trente mille autres, qui ont rendu populaire le nom de notre pays, qui ont acclimaté son idiome, son commerce, son industrie, au point d'en faire une des conditions essentielles de l'éducation nationale à la Plata. Parcourez les rues de la capitale : ce sont nos compatriotes qui ont ouvert ces magasins splendides, devant lesquels le passant s'arrête émerveillé ; ce sont eux, qui ont fondé ces grands entrepôts d'importation, qui tendent à introduire la vie à bon marché, dans un pays où la cherté du moindre article rendait l'existence insupportable aux petites bourses. Ce sont eux qui ont fait entrer le confort dans les habitudes nationales, en établissant les hôtels et les grands cafés ; ce sont eux qui ont inauguré les voies de communication, en créant les tramways et les premières voies ferrées. Ce sont eux, enfin, qui ont importé, dans les provinces lointaines, les produits de notre industrie, et qui, toujours les premiers, ont sacrifié les capitaux qui devaient donner la vie à des territoires morts, et faire sortir l'indigène de sa routine traditionnelle.

« Ce sont des Français qui ont créé les premiers *saladeros*, qui ont posé les premiers rails, et qui ont, par des bateaux à vapeur, les premiers, relié ce pays avec l'Europe. Ce sont eux qui ont entrepris la grande culture, qui ont fait les premières tentatives pour le transport des viandes fraîches, et qui ont assuré la suprématie industrielle de Fives-Lille, de Firminy et du Creuzot.

« Ce n'est pas tout. Nos compatriotes ne se sont pas contentés d'affirmer, sur les rives du Rio et de la Plata, la suprématie matérielle de la France. Ils ont surtout rendu écrasante sa suprématie intellectuelle. Ce sont encore des Français qui ont réformé l'enseignement national, qui ont, les premiers, vulgarisé la connaissance géographique du pays, et ce sont des Français toujours, qui ont donné leur sang pour assurer son indépendance.

« La France est chez elle à Buenos-Ayres. Il n'y a pas un Argentin, se piquant d'éducation, qui n'ait la prétention de connaître notre langue. Nos romans, notre théâtre, notre musique, sont les enfants gâtés du public ; c'est de nos affaires politiques et de nos questions sociales qu'on s'occupe de préférence ; les journaux traduisent nos auteurs et donnent nos feuilletons, et il n'est pas jusqu'à l'idiome national, qui ne disparaisse lentement sous les gallicismes et les emprunts celtiques dont on le charge de tous côtés.

« Si cela ne s'appelle pas coloniser, qu'est-ce donc que la colonisation ? »

Nous devons ajouter que ce ne sont pas seulement les Français qui se trouvent chez eux dans la République Argentine. Tous les étrangers sont les bienvenus dans ce beau pays, et tous ceux qui veulent travailler y trouvent facilement à faire fortune.

Les Italiens, les Allemands, les Anglais, spécialement les Irlandais, les Belges, etc., pourraient répéter pour leur propre compte presque toutes les paroles de l'*Union française*, qu'on vient de lire avec autant de raison, dans la plupart des cas.

Quoique les mots importent peu et que ce sont les faits qui ont une vraie importance dans ces sortes de questions, nous ne sommes pas d'accord avec « le mot de la fin, » avec cette prétendue colonisation. Les émigrants de l'Europe qui vont à la Plata, par exemple, n'y font pas de la colonisation dans le sens qu'on donne en Europe à ce mot ; ils vont s'établir dans un pays nouveau, indépendant, autonome mais où ils jouissent de la plus pleine liberté et de toutes les garanties sociales ; ils produisent pour eux, pour le pays

même et en outre ils contribuent de loin, plus efficacement que de près, à la richesse de la métropole.

En réalité, les Européens qui vont s'établir à la République Argentine, vont s'établir *chez eux*, dans le sens qu'ils y trouvent toutes les jouissances de la vie auxquelles ils sont habitués dans cet ancien continent et tout au moins autant de libertés et de garanties sociales.

— Nous avons déjà donné la nouvelle que le général Bartolomé Mitre, ancien président de la République, avait entrepris un voyage vers les provinces andines. Ajoutons que le but de ce voyage est de visiter les champs des mémorables batailles où San Martín, le grand capitaine argentin de l'indépendance américaine, à la tête des légions argentines donna l'indépendance au Chili.

Le général Mitre, auteur de l'histoire de Belgrano, est en train d'écrire l'histoire de San Martín; les moindres détails sont importants pour un écrivain de conscience; il va passer dans la cordillère des Andes, suivant la route parcourue par l'armée argentine, et arrivera jusqu'aux plaines chiliennes de Maipo et de Chacabuco.

Au Rosario, à San Luis, à Mendoza, à San Juan, le général Mitre a été accueilli avec enthousiasme par les populations.

— Nous avons parlé d'une échauffourée entre argentins et chiliens à Lonquimay, sur la frontière. D'après le chef argentin les chiliens ont eu tout le tort et ils ont mérité la leçon. Le gouvernement a approuvé l'attitude ferme et loyale du général Villegas et a demandé des explications à Santiago, où, très probablement, on s'empresse de donner raison à qui de droit, en donnant les satisfactions demandées.

On nous apprend à la dernière heure que les autorités chiliennes ont soumis à un conseil de guerre le chef du détachement chilien, battu à Lonquimay.

Brésil. — Le 17 mars M. le Dr. Vicente G. Quezada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du gouvernement de la République Argentine près la Cour du Brésil, a été reçu par S. M. l'Empereur.

S. Ex. a remis entre les mains de Sa Majesté ses lettres de créance et a prononcé les paroles suivantes :

« Sire! — J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté la lettre autographe qui m'accrédite près d'Elle comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine.

« J'ai reçu comme mission spéciale l'ordre d'entretenir et de resserrer les bonnes relations qui unissent les deux nations. M. le Président de la République m'a recommandé en outre de traiter, avec toute la sollicitude requise, des moyens d'harmoniser les intérêts des deux pays, basant ces moyens sur les garanties de paix qui peuvent assurer le développement du commerce, la prospérité et le bien-être réciproque.

« Des efforts communs unissent dans le passé l'Empire et la République : c'est en stimulant ces efforts à l'heure actuelle que les deux pays trouveront de nouveaux éléments en faveur de la civilisation.

« J'ose donc espérer que je rencontrerai, près du gouvernement éclairé de Votre Majesté, le bienveillant accueil qui me rendra ma mission plus facile. De mon côté, je trouverai l'opportunité de démontrer l'estime sincère et loyale professées par mon pays vis-à-vis de Votre Majesté, du peuple brésilien et du gouvernement de l'Empire. »

Sa Majesté a répondu en ces termes :

« Je remercie mon grand et excellent ami le président de la Confédération argentine, de ce nouveau témoignage de ses sentiments.

« J'espère, monsieur le ministre, que votre mission continuera à maintenir les meilleures relations entre les deux pays et que ces relations seront basées sur des intérêts réciproques et sur les traités intervenus à des époques mémorables de notre histoire. »

— Le gouvernement impérial du Brésil vient de mettre en adjudication l'entreprise de l'éclairage au gaz de Rio-de-Janeiro.

Voici la publication que vient de faire à ce sujet le Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

« Par ordre de Son Excellence M. le ministre, cette direction annonce qu'elle reçoit des soumissions pour le service de l'éclairage de la capitale de l'Empire, aux conditions suivantes.

1° Les soumissions seront présentées sous plis cachetés, et seront acceptées jusqu'à 3 heures du soir du 24 août prochain, à Rio de Janeiro, à la direction des travaux publics du ministère de l'agriculture, etc., et à Londres, Paris, Berlin,

Vienne, New-York et Washington dans les légations ou aux consulats de l'empire du Brésil.

2° Le soumissionnaire devra effectuer le dépôt préalable, soit au trésor national ou à la délégation du même trésor, à Londres, soit à l'une des légations ou à l'un des consulats ci-dessus, une caution de l'importance de 50 000\$ (cinquante contos de réis) en titres de la dette publique de l'empire ou en monnaie courante, calculée sur la base du change de 27, si le dépôt est fait en monnaie étrangère.

3° La soumission versera : 1°, sur le prix adopté de l'échelle mobile (*sliding scale*) par mètre cube de gaz ; 2°, sur la durée de la concession, qui ne doit pas dépasser 33 ans ; 3°, sur le mode de paiement. (Il est entendu qu'une partie seulement de ce paiement pourra être exigée en or.)

4° Toutes les soumissions devront se rapporter aux conditions générales et spéciales énoncées ci-dessous, et dont copie sera distribuée aux intéressés : elles pourront comprendre toute la zone éclairée ou seulement l'un des trois districts en lesquels elle se divise.

5° Les soumissions reçues seront ouvertes, en séance publique, à la direction des travaux publics, à la date qui sera ultérieurement fixée, et le gouvernement se prononcera sur elles dans un délai de 60 jours, à partir de celui de leur ouverture.

6° Dès qu'une offre de soumission aura été choisie, le contrat, dont les conditions seront rigoureusement celles auxquelles a trait l'article 4° de cet appel, sera considéré conclu ; et le soumissionnaire préféré devra effectuer dans le délai de 15 jours, après avis préalable inséré au *Diario Oficial*, le versement au trésor national d'une caution de l'importance de 100.000\$ pour chaque district compris dans sa soumission. Ce versement sera fait en titres de la dette publique ou en monnaie courante ; dans ce dernier cas, l'intérêt en sera payé à 5 0/0 également en monnaie courante.

7° Le soumissionnaire qui, après avis reçu que son offre a été acceptée, refuserait de signer le contrat, perdra la caution de 50.000\$, dont traite l'article 2 ; et le gouvernement se réserve dans ce cas la faculté de choisir l'une des autres soumissions présentées. Aussi l'adjudication ne sera-t-elle considérée comme conclue qu'après accomplissement de cette formalité de la signature du contrat.

8° Pour la due exécution des deux clauses précédentes, les soumissionnaires seront tenus de constituer à Rio de Janeiro des représentants munis de pouvoirs à cet effet.

9° Le contrat ou les contrats conclus sur les basses indiquées ci-dessus, dépendra ou dépendront de l'approbation définitive du Corps législatif ; néanmoins il sera ou ils seront mis provisoirement en exécution, dans la limite des délais stipulés.

Direction des travaux publics, le 24 février 1883. — Le directeur par interim, *F. de B. e Accioli de Vasconcellos.* »

Nous mettons à la disposition des intéressés, dans le bureau de la *Revue*, les conditions générales auxquelles se réfère l'article 4 ci-dessus.

— Malheureusement, la fièvre jaune a augmenté, pendant la dernière quinzaine de mars, le nombre de ses victimes. En dehors des hôpitaux on comptait dix ou douze décès par jour dans la ville de Rio, ce qui est loin, cependant, d'être un chiffre effrayant.

Heureusement pour les étrangers arrivant à Rio ils peuvent fuir facilement le danger en prenant le chemin de fer de D. Pedro II ou celui de Petropolis. En deux heures on se trouve dans le haut plateau, jouissant d'un climat excellent, d'un air pur et d'une salubrité parfaite.

— Sous le titre : « La révolution au Parana, » notre confrère du *Messenger* du « Brésil, » du 1^{er} avril, publie les lignes suivantes :

« De graves nouvelles nous arrivent au dernier moment du Parana. Par suite de la résistance du commerce de la province, à la perception du nouvel impôt sur les ventes, un conflit a eu lieu à Curitiba.

« A deux heures, ce matin, un télégramme a annoncé au président du Conseil, que hier dans l'après-midi, la troupe armée a dû faire feu sur le peuple.

« Après une longue conférence entre le président du Conseil et les ministres de la guerre et de la marine, ordre a été donné au 1^{er} bataillon d'artillerie et à un détachement du 7^e d'infanterie de s'embarquer pour le Parana.

« Ces troupes se rendront à Paranagua par le transport *Amazonas*, qui doit partir demain matin.

« Dans notre prochain numéro nous donnerons des détails plus circonstanciés. »

— Suivant un vieil usage, Sa Majesté l'Empereur gracie, pendant la semaine sainte, un certain nombre de condamnés, et distribue de nombreuses aumônes.

Cette année l'empereur a reçu pendant la semaine sainte 2500 demandes d'aumône.

Sa Majesté a fait remettre à chacun des pétitionnaires la somme de 25 frs. ; soit en tout une somme de 62.500 francs.

Nous devons ajouter à ce propos que la liste civile de S. M. l'Empereur n'est que d'un million et demi de francs, somme sur laquelle il prélève presque journallement des quantités relativement considérables pour des secours et des aumônes ; en outre c'est à ses frais personnels que plusieurs jeunes gens, qui ont révélé des aptitudes spéciales, font leurs études dans les académies et dans les conservatoires de musique ; c'est encore à ses frais qu'une expédition pour observer le passage de Vénus vient de se réaliser.

Colombie. — Pendant son séjour dans l'isthme, M. Ch. de Lesseps a inspecté les travaux qui sont beaucoup plus avancés que certains détracteurs se plaisent à le répéter.

Au moment où ces travaux vont être poussés avec une nouvelle activité, nous croyons utile de faire connaître à nos lecteurs les dernières résolutions prises par la commission supérieure, relativement au tracé définitif du canal :

La partie du tracé du canal qui restait à déterminer, celle qui aboutit dans le Pacifique, vient d'être arrêtée en conformité des avis de la commission supérieure consultative des travaux. On comprend tout l'intérêt qui s'attachait à cette question. Aussi le service des études a-t-il multiplié ses opérations dans cette partie du canal projeté, tant au point de vue de la forme du terrain qu'au point de vue de sa constitution géologique.

Une autre considération guidait l'administration dans cette circonstance, celle de la valeur des terrains due à la proximité de la ville de Panama.

Plusieurs tracés avaient donc été étudiés afin de faire entrer en ligne de compte, dans la discussion du tracé, toutes les conditions d'exécution.

La question avait pourtant fini par se limiter ; deux tracés avaient été soumis à l'examen de la commission supérieure consultative des travaux, qui, après mûre délibération, a adopté celui que l'administration préférerait.

Ces deux tracés partent tous deux à peu près du kilomètre 63 pour aboutir en mer dans l'océan Pacifique, à l'ouest de la ville de Panama, l'un à 3 kilomètres de distance et l'autre à 2 kilomètres, et se rejoignent ensuite à l'extrémité du chenal maritime à 2 ou 300 mètres à l'est de l'île Perico.

C'est le premier de ces deux tracés qui a été adopté.

Le tracé choisi, dit « de la Boca », parce qu'il passe à proximité du village de ce nom, situé à l'embouchure et sur la rive gauche du Rio Grande, suit constamment la vallée de ce petit cours d'eau, dont il coupe une dernière fois le lit à 1,500 mètres de la côte, et aboutit dans le Pacifique à environ 200 mètres au sud de l'embouchure du rio. Il se prolonge ensuite en mer jusqu'à un point de la ligne des fonds de 8 mètres (au-dessous des plus basses mers) situé, comme on vient de le dire, à 2 ou 300 mètres à l'est de l'île Perico.

Ce tracé est un peu plus long que l'autre en tenant compte de la partie maritime, mais il a le grand avantage de rencontrer beaucoup moins de roche ; car, ainsi que l'ont fait voir de nombreux sondages, tous poussés au moins jusqu'au niveau du plafond du canal, il ne touche sur une longueur de 2,200 mètres explorée en mer à partir de la côte, et sur la longueur de 4,650 mètres de sa partie terrestre, que 350 mètres de roche dure et 450 mètres de tuf trachytique de dureté moyenne, ces deux dernières longueurs étant comprises dans la partie terrestre ; le reste du tracé ne rencontre que des vases, des sables et un peu d'argile.

L'autre tracé eût donné, sur les 5,625 mètres de sa partie terrestre, 2,100 mètres de roche très dure ou moyennement dure, sans compter plusieurs centaines de mètres d'argile plastique très difficile à draguer, et de plus le chenal maritime le continuant devrait être creusé sur un kilomètre de longueur, dans un plateau rocheux.

Les travaux de dragage ne tarderont donc pas à être entrepris du côté du Pacifique, comme ils le sont déjà du côté de l'Atlantique. De ce dernier côté ils recevront bientôt une nouvelle impulsion par l'arrivée prochaine d'une puissante drague.

Equateur. — Dans l'Equateur, les révolutionnaires, conduits par Alfaro, gagnent du terrain. Ils ont occupé sans coup férir la ville de Rocafuerte. La garnison, forte de 500 hommes, a refusé de se défendre. Le commandant indigné a quitté la place avec une cinquantaine de ses hommes, mais ceux-ci l'ont à leur tour abandonné sur la route. Il est probable que Guayaquil tombera prochainement entre les mains des rebelles.

Mexique. — Voici des nouvelles télégraphiques, un peu plus complètes que celles que nous publiâmes dans notre précédent numéro, sur le message du président Gonzales adressé aux Chambres.

Dans son message au congrès le président dit que la question du Guatemala est définitivement réglée et que le Mexique jouit de la paix avec toutes les puissances étrangères. Il présentera le traité de commerce avec les États-Unis au sénat pour être ratifié lorsqu'il jugera que le moment favorable est arrivé. Il considère ce traité comme avantageux pour les deux pays, mais il annonce qu'il n'a pas été ratifié par le sénat américain. Il félicite le congrès de ce que la paix règne dans tout le pays, et dit que les troubles qui se sont produits depuis le mois de septembre dernier étaient purement locaux et se sont terminés d'une manière satisfaisante.

La réforme postale autorisée par le congrès devrait être introduite sans retard, et le président croit qu'il en résultera des avantages substantiels pour le pays. Les recettes du Trésor pendant la première moitié de l'année fiscale actuelle ont dépassé de près d'un million celles de la même période de l'année dernière, mais les droits d'importation diminuent, ce qu'il explique ainsi : Quand les chemins de fer Central et National ont commencé à construire leurs lignes ils ont tiré tout leur argent de l'étranger. Depuis qu'ils ont achevé de longues sections de leurs lignes, les recettes du trafic et les subventions du gouvernement ont diminué leur besoin d'argent étranger. La subite introduction de grandes quantités d'argent étranger a fait baisser l'escompte et facilité les affaires. Depuis que ces compagnies ont cessé de tirer tout leur argent de l'étranger, l'argent est devenu plus rare et l'intérêt a augmenté. En conséquence les commandes de marchandises étrangères ont légèrement diminué.

Le président dit que le développement de toutes les industries nationales a augmenté constamment et il a la confiance que la prospérité actuelle se maintiendra ; néanmoins il recommande au congrès d'être prudent et économe. Il signale avec satisfaction la marche rapide des travaux de chemin de fer, spécialement sur les lignes du Central et du National. L'œuvre de la révision du tarif douanier continue et occupera encore plusieurs mois. Le président termine son message en félicitant le congrès et le pays de l'état satisfaisant des affaires.

— M. Matias Romero, représentant mexicain aux États-Unis, a prononcé dans un banquet donné en son honneur à Philadelphie le 12 février devant soixante personnes occupant dans cette ville de hautes situations politiques et commerciales, un très long et très remarquable discours dont voici le résumé :

Après avoir remercié les personnes présentes d'un bonheur qu'il considère s'adresser moins à lui qu'à son gouvernement et déclaré que sa position officielle ne lui permet pas d'exposer tous les arguments qu'il pourrait faire valoir M. Romero affirme une fois de plus son admiration pour les États-Unis et son vif désir de les voir prendre une part importante dans le développement du progrès et de la richesse de son pays.

« Vous avez le capital qui nous manque, ajoute M. Romero, consacrez-le donc à l'exécution de nos grands travaux d'utilité, publique, à la construction de nos chemins de fer et vous en retirerez de notables avantages, car les nations neuves qui peuvent toujours payer des intérêts plus élevés, offrent en outre des occasions continuelles de placements des plus rémunérateurs. »

M. Romero exprime sa satisfaction de voir que les personnes présentes se sont réunies pour témoigner de leur sympathie envers le Mexique et reconnaît que si les habitants de Philadelphie n'ont pas employé de capitaux à la construction des chemins de fer du Mexique, ils ont du moins consacré des sommes considérables à l'exploitation de plusieurs mines dans les États mexicains de la frontière.

L'honorable ministre cite quelques-unes de ces mines qui toutes ont à peu près donné d'excellents résultats et rappelle que le Mexique est un des pays les plus riches du globe, si ce n'est le plus riche, au point de vue minier, et qu'il a produit à lui seul, malgré la guerre de l'indépendance, malgré ses luttes intestines et l'imperfection des procédés d'extraction et de traitement des minerais, plus des deux tiers de l'argent en circulation dans le monde entier.

Si l'on considère qu'il se frappe annuellement au Mexique une moyenne de \$ 20.000.000 de monnaie d'argent, — ce qui ne représente qu'une partie de la production — on conviendra que ce pays doit posséder des richesses vraiment extraordinaires, en tenant compte surtout des désavantages cités

plus haut et d'une foule d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Le manque de moyens de transport était un des plus sérieux, mais il va disparaître, puisque grâce aux capitaux américains, les grandes lignes de chemins de fer sont en bonne voie de construction.

Si le tracé des lignes a été fait d'une façon intelligente, si les travaux sont menés avec une sage économie, les compagnies auront un trafic plus que suffisant pour assurer des revenus satisfaisants à leurs actionnaires.

Le transport du charbon de terre, — dont on a grand besoin au Mexique où le combustible commence à se faire rare et à coûter très cher, — celui des céréales qui se perdent sur place dans les années abondantes faute de moyens d'écoulement, quantité d'autres produits du pays, y compris les minerais de toutes sortes, rapporteront de grosses sommes aux compagnies.

Quant à la population, elle pourra, grâce à la modicité des prix de transport, se procurer dans les États voisins les articles qui lui manquent et l'on ne verra plus se produire de ces anomalies à peine croyables, que, malgré le droit très élevé de 10 centavos par kilogramme, la farine américaine coûte moins cher sur les côtes du golfe du Mexique et du Pacifique que la farine de blé mexicain récolté à quelque vingt lieues de là et que le Yucatan consomme, par mesure d'économie, du maïs importé des États-Unis, quand le Mexique pourrait en exporter tous les ans des quantités considérables, après avoir largement assuré les besoins des habitants.

Quant aux mines, il n'est pas téméraire d'espérer que leur production ne tardera pas à s'élever de 25 à 100 millions, car si les minerais ne peuvent pas tous être traités sur place faute de moyens suffisants, le bon marché des transports permettra de les expédier, — ceux de titre inférieur surtout — dans les pays où on saura les réduire avec avantage en employant des procédés nouveaux et économiques.

Le commerce des fleurs, des fruits, des plantes avec les États-Unis, deviendra aussi très important et sera l'objet d'un trafic considérable pour les compagnies.

« Quant aux bénéfices probables, je puis, a dit M. Romero, vous en donner une idée, en prenant pour exemple la ligne de Veracruz à Mexico. En 1873, année de son inauguration, le chemin de fer a produit net \$ 826,990 ; en 1882 les bénéfices se sont élevés à \$ 2.958,726 et à \$ 4.000,000 l'année dernière. Bien que ce chemin de fer ait coûté \$ 40.000.000, le double de ce qu'il coûterait à construire aujourd'hui, ses actionnaires viennent de toucher 9 1/2 0/0 pour le dernier exercice et les actions ordinaires, émises à \$ 100, valaient dernièrement \$ 143.

« Pour ce qui est des relations commerciales entre les deux pays, je dois déclarer qu'à mon avis la nécessité d'un arrangement équitable s'impose chaque jour davantage à l'attention des hommes intelligents et bien au courant des choses des deux États. Actuellement, pourtant, cette affaire intéresse beaucoup plus les populations des États-Unis que celles du Mexique. Nous n'exportons aujourd'hui que fort peu de nos produits tropicaux, qui tous se réalisent facilement en Europe, où ils entrent soit en franchise, soit en acquittant des droits relativement faibles. Notre sucre se consomme en Angleterre qui le reçoit sans lui faire payer de droits d'importation.

« Parmi les articles exportés aux États-Unis par le Mexique, bien peu sont soumis à des droits d'entrée, tandis que les puissantes maisons de commerce et les grandes manufactures américaines, dont nombre de produits ont déjà un marché au Mexique, sont particulièrement intéressées à voir se simplifier les lois sur les droits d'importation, pourvu que les modifications apportées à ces lois soient justes et équitables, tant pour les convenances des deux pays que pour le bien-être de leurs habitants respectifs.

« Je vous prie de me permettre de constater également que si l'on compare les efforts faits par les deux pays pour développer leurs relations commerciales, on ne peut nier que le Mexique se soit toujours montré à cet égard d'un libéralisme bien plus éclairé qu'on ne le croit généralement. Il n'existe aucune raison de croire que le moindre changement se soit produit dans ces dispositions à ce sujet.

« Pour terminer, permettez-moi, messieurs, de vous exprimer le désir que le développement du Mexique, son brillant avenir et l'extension de ses relations sociales, politiques et commerciales avec les États-Unis se réalisent aussi promptement que vous l'avez prédit ce soir, et que l'occa-

sion se présente pour vous de contribuer directement à la réalisation d'un aussi noble projet. »

— M. R. Portas vient d'informer M. le ministre des travaux publics que conformément aux clauses de son contrat, il a fourni terrains, bestiaux, animaux de trait et de basse cour, instruments agricoles, etc., à quatorze personnes qui sont venues s'établir dans la colonie qu'il a fondée.

D'autres colons étaient attendus dans les premiers jours de ce mois, attirés comme les autres par les avantages que leur fait le concessionnaire, qui donne en outre à chaque famille ou colon célibataire une maison aménagée suivant les besoins et coutumes du pays.

Nicaragua. — D'après M. Petitdidier consul de cette République une école d'arts et métiers vient d'être créée au Nicaragua.

Cette école sera prochainement terminée à Rivas, au pied des Cordillères, et dans le voisinage du grand lac de Nicaragua. Le personnel de l'établissement est entièrement français, et le matériel a été acheté en France.

L'école, du reste, se trouve dans des conditions climatériques excellentes : il était impossible de choisir une meilleure position à cause de la proximité du lac. L'école de Nicaragua, comme celles de France, a pour but de former de bons ouvriers et des chefs d'ateliers pour toutes les branches d'industries du pays, et notamment pour les machines agricoles. Les chemins de fer, les constructions de steamers pour le lac, sont, en outre, un précieux aliment pour les ouvriers qu'elle formera.

Paraguay. — Cette République fait des progrès considérables sous la présidence du général Bernadino Caballero et de ses ministres, des honorables citoyens qui font des efforts patriotiques pour relever le pays, faisant oublier les longues épreuves de la tyrannie.

Le gouvernement vient de passer un contrat avec M. S. Zaoorbonimi, pour la construction d'une ligne télégraphique entre l'Asuncion, capitale de la République, et le Paso de la Patria. De la sorte, le Paraguay obtiendra la communication directe par télégraphe avec le monde entier par l'entremise des télégraphes argentins depuis Corrientes jusqu'à Buenos-Aires.

— M. H. Quistorp vient de demander les concessions suivantes :

1° La concession de 160 lieues carrées pour les coloniser avec 5,000 familles d'immigrants européens ;

2° Concession de vingt autres lieues dans le département de Altos pour une population de 200 familles ;

3° Concession d'une subvention de 15,000 p. f. par an, durant dix années, pour une ligne de navigation à vapeur directe que l'entreprise établira entre l'Assomption et les ports de l'Europe ;

4° Concession d'une garantie de 5 0/0 sur un capital de 450,000 dollars.

La presse nationale a fait l'accueil le plus bienveillant à cette proposition.

— L'érudite docteur Benjamin Aceval fait prospérer, sous son habile direction, le collège national.

Uruguay. — Il serait difficile de prévoir les conséquences politiques des difficultés créées par la situation financière et par le désaccord profond qui existe entre le gouvernement et l'opinion publique, au sujet des projets qu'il a soumis au corps législatif pour la fondation d'une banque étrangère jouissant de grands privilèges, pour les travaux dans la rade de Montevideo et pour l'unification des dettes de l'Etat.

En dehors de cette grave question, qui pourrait très bien donner lieu à des troubles dans le pays si le gouvernement insistait à dédaigner les conseils de la grande majorité des habitants de la République, il paraît qu'un conflit était imminent avec le Brésil au sujet de la question du Paso-Hondo et de la réinstallation du frère du Président de la République, M. Joaquin Santos, à la tête d'un bataillon de chasseurs.

M. Franco de Sá, ministre des affaires étrangères du Brésil, vient d'adresser au gouvernement de Montevideo une dépêche en termes extrêmement énergiques.

Un journal de Rio-de-Janeiro, « le Messager du Brésil, » en analysant cette affaire, écrit les phrases suivantes :

Le gouvernement brésilien ne peut, sans compromettre gravement l'honneur national, et sans porter préjudice à ses intérêts les plus directs, abandonner l'attitude résolue qu'il vient de prendre.

Il faut que la lumière se produise, il faut que complète et ample justice soit faite.

L'horizon politique s'obscurcit de plus en plus du côté du sud.

La *Revue Sud-Américaine*, publie, dans son dernier numéro, un remarquable article de M. Lamas qui a trait aux relations des deux grandes puissances du Continent Sud-Américain.

L'écrivain fait ressortir avec une merveilleuse habileté les raisons qui pourraient faire surgir un conflit. Il cite ces lignes qui terminent un article précédemment publié à ce sujet :

« Il ne suffit pas de résoudre la question des Missions, en réalité, matériellement peu importante ; il faut étudier et résoudre toutes les autres difficultés qui peuvent compromettre les rapports cordiaux entre ces deux pays ».

En réalité, la République Argentine ne saurait être indifférente et ne pourrait rester à l'écart si un conflit venait à se produire entre le Brésil et l'Uruguay. C'est pour cela, pour éviter que d'un événement pareil puisse surgir une conflagration générale dans cette partie de l'Amérique, que notre directeur M. Lamas a manifesté l'opinion d'une action collective entre le Brésil et la République Argentine pour résoudre les questions d'une certaine gravité entre une de ces puissances et la République de l'Uruguay.

Espérons que le gouvernement de Montévideo saura se soumettre à la raison et, si véritablement il y a des coupables, qu'il ne laissera pas d'appliquer la loi sans ménagements et sans réticences.

Courrier d'Europe.

Le gouvernement français vient de demander un crédit de cinq millions aux Chambres pour intervenir militairement au Tonkin.

Il est donc intéressant, au moment où cette question entre dans une voie nouvelle, de rappeler certains incidents qui ont marqué la signature du traité de 1874 d'où découlent les droits français dans cette partie de l'extrême Orient.

L'empereur d'Annam avait envoyé deux ambassadeurs à Saïgon : Lé, mort avant la conclusion du traité, et Nuyen Van Tsong, qui est aujourd'hui le premier ministre de l'Annam. L'amiral Dupré, alors gouverneur de la Cochinchine, rencontra chez ces deux personnages un refus absolu d'accepter le protectorat. Leur résistance paraissait invincible, lorsqu'on apprit qu'il s'était fait traduire le traité par lequel le Cambodge s'était placé sous le protectorat de la France et que dans cette traduction le caractère chinois employé pour traduire le mot « protectorat » signifiait exactement « droit du père sur son fils ». Or, dans la société annamite, le droit du père sur son fils est un droit de vie et de mort. Admettre un droit pareil, disaient les ambassadeurs, ce serait livrer notre pays, notre souverain ne serait plus rien.

L'amiral Dupré essaya alors de les éclairer sur le sens précis que la France attache au mot protectorat. Comme il leur objectait que, d'après les annales du pays, l'Annam avait été longtemps le protégé de la Chine, les ambassadeurs s'élevèrent énergiquement contre cette assertion, déclarant que jamais la cour de Hué n'avait admis cette suzeraineté chinoise. On leur rappela les tributs envoyés à Pékin ; ils répondirent que l'Annam, plus petit que la Chine, sa voisine, avait été souvent envahi par ses armées et forcé de subir le droit du plus fort, et que, par suite, à des intervalles éloignés et nullement réguliers, ils avaient pu envoyer des ambassades à Pékin avec des cadeaux, mais que jamais les Annamites n'avaient fait un acte quelconque permettant de conclure à l'existence d'un protectorat chinois.

Ces explications permirent d'ouvrir la discussion sur de nouvelles bases, et l'amiral Dupré parvint à vaincre les hésitations des ambassadeurs de Tu-Duc, au point que ce furent ceux-ci qui finirent, précisément pour établir publiquement leur situation vis-à-vis de la Chine, par demander l'introduction dans le traité du principe que la France garantissait contre l'Annam tout ennemi extérieur.

Le représentant français à Pékin était alors M. de Geoffroy. Il fut tenu au courant des négociations avec les envoyés annamites et par conséquent de la discussion relative à la suzeraineté chinoise ; il ne présenta pas la moindre objection à la théorie des Annamites, et il ne rencontra nulle opposition auprès des ministres chinois.

L'Europe prête dans ce moment toute son attention aux préparatifs et aux discussions que donnent lieu les projets du cérémonial du couronnement du czar à Moscou.

Voici quelques renseignements sur les préparatifs qui se

font dans ce moment dans l'ancienne capitale de l'Empire moscovite.

Dans le palais du Kremlin règne une activité fébrile. Il y a une foule d'ouvriers qui travaillent au nettoyage des salles et des corridors. La célèbre Granowitaïa Palata est prête.

Le trône qui sera placé dans cette salle est en bois de chêne fumé et fait sur le modèle du soi-disant trône de Monomacue, dans la cathédrale de l'Assomption. Sur l'architrave du dais sont représentées en couleurs les armoiries du titre impérial et sur le dorsal on verra un tapis en brocart d'or, orné de l'aigle impériale découpée en velours noir portant en cœur le blason de Moscou et sur le ailes les écus des royaumes et des grandes principautés.

Le banquet de gala de Leurs Majestés, où elles seront servies par les grandes charges de la cour, aura lieu dans cette salle. Les princes et les princesses du sang dîneront en même temps dans la salle dite le tainik, attenante à la Granowitaïa Palata, et d'où par une ancienne fenêtre, on peut voir le trône de Leurs Majestés.

Pour les dignitaires qui n'ont pas le droit d'être conviés à la Palata, la place des Boyards est couverte d'un toit et transformée en salle à manger. Quant aux employés et aux députés, on leur arrange dans la cour du palais, près de l'ancienne église du Sauveur-dans-le-Bois (laquelle existait déjà avant la fondation de Moscou par le prince Youry Dolgorouky), une vingtaine de tables pour à peu près 800 personnes.

A l'Oroujenaïa Palata, de nombreux curieux sont attirés par l'exposition des bijoux qui y sont déposés depuis jeudi. Ce sont : 1° la couronne impériale, ce triomphe de l'art de la bijouterie, faite en 1762 par le Génois Pauzié et composée aujourd'hui de 58 grands brillants, 4.878 petits, d'un grand rubis et de 54 perles de choix, savoir en tout 5,012 diamants, perles et rubis, pesant ensemble 2,992 carats et d'une valeur d'un million de roubles à peu près ; 2° la petite couronne de l'impératrice, commandé en 1856 pour le sacre de Sa Majesté, aux bijoutiers de la Cour, Nicholls et Plinke ; 3° le sceptre surmonté de l'aigle impériale, et enrichi du superbe diamant Orlow, lequel, avec le Koh-i-nor, formait les yeux du lion d'or couché en avant du trône du Grand Mogol, à Delhi ; 4° le globe de l'Empire ; il est orné d'un gros saphir. Ces deux objets datent du temps de l'empereur Paul ; 5° et 6° les colliers en diamants de l'ordre de Saint-André, tant pour l'empereur que pour l'impératrice.

A l'arrivée de Leurs Majestés, ces richesses seront transférées avec pompe dans la salle de Saint-André et exposées sur une table, recouverte d'un tapis de velours rouge, auprès du trône, où elles resteront jusqu'au jour du sacre.

Le drapeau de l'empire n'est pas encore arrivé ; il est confié au peintre Balaschow, à Saint-Petersbourg, et il ne viendra que dans quelques jours. Après l'arrivée de l'empereur, il sera aspergé d'eau bénite par l'archiprêtre Bajanow, confesseur de Leurs Majestés, et joint ensuite aux autres insignes impériaux.

L'argenterie envoyée de Saint-Petersbourg et des châteaux des environs est déjà ici. Dans ce moment arrivent les provisions de vins des caves impériales ; il y a un millier de caisses, chacune de cinquante bouteilles, pleine des meilleurs vins de France, d'Espagne et de Portugal.

On sait que la question de la construction du travail sous la Manche n'est pas encore définitivement tranchée.

Les deux chambres anglaises ont constitué un comité mixte pour discuter cette question. La première séance vient d'avoir lieu sous la présidence de Lord Landsdowne.

Le comité a consacré sa séance à l'audition des explications de sir Edward Watkin, président honoraire de la Société du chemin de fer sous-marin continental.

Voici, d'après l'*Evening Standard*, un résumé des déclarations de sir E. Watkin :

Le tunnel projeté sera éclairé à la lumière électrique et pourvu d'une ventilation perfectionnée.

Il sera facile d'y faire passer plus de trains que sur toute autre ligne de chemin de fer. Le nombre des trains peut même aller jusqu'à deux cent cinquante par jour. La vitesse des trains serait en moyenne de quarante-cinq milles à l'heure, ce qui permettrait de traverser le tunnel en une demi-heure.

Le tunnel aura pour effet d'augmenter considérablement le trafic entre l'Angleterre et le continent, et surtout avec la France en réduisant en même temps les frais de transport.

L'Angleterre pourrait perdre un jour son empire sur les mers, mais, grâce au tunnel, elle conserverait ses commu-

nications avec le continent, pourvu qu'elle se maintint en bon termes avec la France, car on ne saurait admettre que l'Angleterre soit en guerre avec toutes les autres puissances, y compris la France.

La défense du tunnel pourrait être assurée par la construction à l'entrée d'un grand ouvrage fortifié.

Le tunnel ne coûterait qu'environ 38 livres sterling par mètre. La dépense totale ne dépasserait pas trois millions de livres sterling (75 millions de francs).

Revue Économique.

République Argentine. — Rien de plus éloquent que de publier les chiffres du mouvement commercial d'un pays, pour en connaître la situation et pour se rendre compte du développement de la production et des industries en général.

Voici le mouvement commercial de la République Argentine pendant l'année 1882, comparé avec celui de l'année précédente.

	1881	1882
Importation soumise aux droits douaniers. \$	53.022.774	\$ 53.065.115
Importation libre de droits	1.006.771	4.141.272
TOTAUX. \$	54.029.545	\$ 59.206.387
Exportation soumise aux droits douaniers. \$	50.722.211	52.903.711
Exportation libre de droits	5.346.893	5.805.266
TOTAUX. \$	56.069.104	\$ 58.708.977
Total, importation et exportation \$	110.098.649	117.915.364
Soit au change de fr. 520 pour un peso fr.	572.512.974	fr. 613.159.892

Ce qui correspond à une augmentation, dans l'année, de fr. 40,646,918.

— L'instruction publique fait des grands progrès dans toutes les provinces, notamment dans celle de Buenos-Aires où on comptait à la fin de 1882, 290 écoles gratuites, c'est-à-dire 42 de plus relativement à l'année précédente.

Le nombre d'élèves inscrits s'élevait à 21,176; les écoles ont été fréquentées, en moyenne, par 16,998 enfants, contre 13,687 en 1881.

Le nombre de professeurs est de 549, soit 84 de plus qu'en 1881.

Brésil. — Les divers articles de la province du Para exportés pour l'étranger et le sud de l'empire du Brésil, dans le cours de l'année 1882, ont atteint la valeur officielle totale de 36.194:266 745, et se répartissent comme il suit :

Kilog.	Marchandises.	Valeur officielle. Milreis.
9.624.569	Caoutchouc	30.062:893 465
6.292.693	Cacao	3.653:209 320
4.033.200	Châtaignes	606:680 266
166.400	Quinquina	471:696 000
133.423	Cuir de bœuf	400:768 336
76.676	Id. de cerf	174:782 876
63.441	Colle de poisson	156:437 282
50.867	Cumarú	103:387 658
38.439	Huile de copahu	73:786 049
171.165	Piassaba	58:793 340
436.647	Ucuhuba	41:274 700
21.963	Salsepareille	33:725 248
55.861	Roucou	13:272 776
35.441	Sucre	12:248 609
7.583	Guarana	11:390 215
4.365	Coton	2:180 500
101	Puchery	302 000
50	Clous de girofle	16 000

En plus :

121.173	Chapeaux de paille	267:965 558
5.715	Hect. Ivoire végétal	17:742 000
	Divers articles	331:714 547

Tous ces articles ont eu les destinations suivantes, et la valeur officielle se trouve ainsi répartie :

	Milreis.
États-Unis d'Amérique	19.476:737 490
Angleterre	11.997:969 128
France	4.240:575 852
Sud de l'empire du Brésil	653:868 907
Portugal	115:115 368

Par cette démonstration, on voit que les États-Unis d'Amérique ont absorbé, à eux seuls, plus de la moitié des

marchandises exportées, car résumant les chiffres ci-dessus, nous trouvons :

Pays.	Valeur officielle. Milreis.
États-Unis	19.486:737 490
Divers	17.007:529 255

Etablissons maintenant le tableau comparatif de l'exportation dans le cours des cinq dernières années, 1878-1882 :

Années.	Caoutchouc.	Cacao.	Châtaignes.
1882.	9.624.569	6.293.673	4.033.200 kil.
1881.	8.427.427	5.404.957	6.368.400
1880.	7.977.894	3.421.085	5.252.050
1879.	7.605.589	5.129.339	1.750.087
1878.	7.777.680	2.699.028	4.792.150

Nous trouvons encore, quant à la valeur officielle totale de tous ces articles en reis :

Années.	Caoutchouc.	Cacao.	Châtaignes.
1882.	30.062:893 465	3.653:209 320	606:680 266
1881.	20.148:578 986	3.177:199 229	699:163 357
1880.	17.559:079 954	1.765:399 468	871:276 609
1879.	14.763:930 988	4.637:061 392	272:152 675
1878.	10.152:388 350	1.971:763 498	534:760 135

Nous pouvons, avec ces données, comparer l'élévation de prix du principal produit d'exportation de la province du Para.

Négligeant les fractions, nous trouvons que lorsqu'en 1878 il a été exporté 7 millions de kilogrammes de caoutchouc d'une valeur de 10 millions; en 1882, quatre ans après, 9 millions de kilogrammes (c'est-à-dire à peine 2 millions de kilogrammes de plus qu'en 1878) ont produit une valeur de 30.000.000 000.

Les prix du cacao et de la châtaigne ont oscillé, sans qu'aucune tendance ferme à la hausse se soit accentuée.

Nous avons encore à ajouter à l'exportation directe de la province du Para, les articles qui ont été importés en transit de la province des Amazones, et dont voici les quantités et la valeur.

Kilog.	Marchandises.	Valeur officielle. Milreis.
438.436	Caoutchouc	1.350:174 094
201.832	Piassaba	66:879 968
28.452	Cacao	16:291 520
354.900	Châtaignes	53:248 600
3.529	Huile de copahu	7:098 188
20.686	Cuir de bœuf	6:716 840
2.107	— de cerf	4:640 075
681	Salsepareille	1:112 580
83	Cumarú	249 000

En plus.

Divers articles d'une valeur de	3:396 000
---	-----------

Tous ces chiffres nous donnent encore une valeur officielle totale de 1.509:906 865.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, il est entré sur le marché de la capitale de la province du Para, ainsi que le constatent les statistiques officielles, les marchandises suivantes, provenant de l'intérieur de cette même province, inclusivement celles importées de la province des Amazones :

Marchandises.	Quantités.
Poissons secs	1.756.428 kilog.
Farine de manioc	3.914.970 —
Sucre	1.130.112 —
Haricots	253.017 —
Viande sèche et salée	105.157 —
Tabac	1.367.407 —
Alcool	2.327.794 litres.

Ce tableau met en évidence la valeur de l'importation que fait le Para en céréales, légumes, viande salée, poissons secs, sucre et autres denrées alimentaires de première nécessité provenant des provinces situées au sud du Brésil, ainsi que de l'étranger.

Comparons maintenant l'importation des sept articles mentionnés ci-dessus, relative à l'année qui vient de s'écouler, avec celle des quatre années précédentes; nous avons :

Années.	Poissons secs.	Farine.	Sucre.
1882.	1.756.428	3.914.970	1.130.112
1881.	1.743.043	4.142.790	1.374.535
1880.	2.010.908	3.444.870	1.071.963
1879.	1.664.105	3.905.929	1.313.390
1878.	2.252.635	3.144.076	999.714

Années.	Haricots.	Viande.	Tabac.
1882.	253.017	405.157	1.367.406
1881.	139.199	442.689	1.274.065
1880.	54.295	477.618	1.001.085
1879.	17.610	255.840	1.219.873
1878.	21.742	176.869	1.114.073

Années.	Alcool.
1882.	2.327.694
1881.	1.942.202
1880.	1.471.179
1879.	1.873.465
1878.	1.752.242

Comme l'on voit, de tous ces articles, à peine le haricot, le tabac et l'alcool dénotent une petite augmentation graduelle annuellement. Tous les autres, et peut-être ceux de la plus grande nécessité, s'ils n'ont pas conservé plus ou moins les mêmes chiffres, révèlent l'affaiblissement de la culture ou de l'industrie.

(Journal officiel de l'empire du Brésil.)

— On peut dire, sans exagération, que presque tout le sol du Brésil se prête parfaitement à la culture de la canne à sucre. La canne à sucre se plaît très bien dans ces terrains substantiels, médiocrement légers, un peu limoneux, très faciles à diviser. Elle pousse jusqu'au 42° degré de latitude. Cependant, ce sont les provinces de Rio-de-Janeiro, de Minas, Bahia, Pernambuco, Alagoas et Sergipe qui en fournissent le plus.

De 1839 à 1844, l'exportation du sucre brésilien a été de 82.167.722 kilos, et en valeur, de 20.232.120 fr. De 1869 à 1874, la quantité de sucre exporté du Brésil s'est élevée à 153.285.533 kilos, et, en valeur, à 68.461.040 fr. L'exportation depuis trente-cinq ans, présente une augmentation constante annuelle de 2.54 0/0 par rapport à la quantité, et de 2.04 0/0 relativement au prix.

En 1876, d'après M. Félix Faure, Cuba produisait 700.000 t. de sucre; les possessions hollandaises et danoises, 250.000; Java, 200.000, et le Brésil, 170.000. Après venait Manille, la Chine, Maurice, les colonies françaises, etc.

Depuis cette époque, la production du sucre a augmenté au Brésil, grâce à l'établissement d'usines centrales. On en a établi une à Guisoaman, près du chemin de fer de Macahé et Campos; une autre à Barcillos, près de S. João-da-Barra; une autre à Porto-Real. Malgré cela, le port Rio-de Janeiro continue à importer du sucre des provinces du nord de l'empire, comme nous le verrons plus loin.

On tire de la canne différents produits: le sucre, les sirops, les mélasses, le tafia et le rhum. Nous ne nous occuperons ici que du sucre et du tafia (*agua ardente*).

En 1877, le marché de Rio a importé 16.230 fûts de tafia (le fût a une contenance officielle de 480 litres.) et 527.436 sacs de sucre, chaque sac contenant 60 kilos. Pendant la même année, le port de Rio a exporté 6.609 caisses de sucre, dont la plus grande partie pour la Plata.

En 1878, le marché de Rio a importé 19.722 fûts de tafia et 412.302 sacs de sucre. L'exportation n'a été que de 963 caisses de sucre.

En 1878-1879, le port de Rio a importé 6.557.818 litres de tafia d'une valeur de 2.800.000 fr., et 27.210.162 kilos de sucre d'une valeur de 14.600.000 fr.

En 1879-1880 l'importation de ce même port a été de 7.993.619 litres de tafia, dont la valeur était de 5.700.000 fr., et de 30.472.713 kilos de sucre valant 15.500.060 francs.

Enfin, en 1880-81, Rio a importé 1.600.952 litres de tafia valant 825.000 fr., et 5.000.740 kilos. de sucre, dont la valeur était de 12.010.000 fr.

Les chiffres se rapportant aux trois dernières années sont empruntés aux tableaux officiels de la douane de Rio-de-Janeiro.

Quant aux prix, nous n'avons des données que sur quelques-unes des dernières années.

En 1881, le plus bas prix des sucres des usines de Rio et du Nord a été de 217 réis par kilo (400 réis valent 1 fr.); le plus haut prix a été de 340 réis.

En 1882, le plus bas prix a été de 200 réis, et le plus haut a été de 408 réis par kilo.

En terminant ces notes, que nous chercherons à compléter bientôt, disons un mot des usines centrales au point de vue financier. Les actions de l'usine de sucre de Guissaman, émises à 500 fr., sont cotées présentement avec une prime de 15 0/0, à 575 fr., ses obligations de 500 fr., sont à 524 fr. Quant à l'usine centrale de Porto-Félic, un avis inséré dans le *Jornal do Comercio* du 6 mars dernier annonce le paiement du coupon semestriel échu le 28 février de cette année à raison de 8 1/2 2 0/0.

Le gouvernement brésilien ayant épuisé le crédit destiné pour les garanties d'intérêts à donner aux capitaux engagés dans l'établissement d'usines centrales au Brésil ne peut plus en accorder aucune, chaque province ayant reçu une quote-part de ce crédit.

Mexique. — La discussion d'un traité de réciprocité commerciale entre le Mexique et les Etats-Unis donne un intérêt tout particulier au tableau suivant, qui fera connaître à nos lecteurs le mouvement d'importation et d'exportation entre les deux pays pendant la période suivante :

	1879	1880	1881
Exportation de Mexique aux Etats-Unis.	\$ 14.047.819	\$ 16.325.417	\$ 17.454.126
Importation des Etats-Unis au Mexique.	6.761.284	7.869.864	11.172.738
Soit en totalité	\$ 20.809.103	\$ 24.195.281	\$ 28.626.864

Voici le détail de l'importation des Etats-Unis au Mexique en 1882 :

Instruments en fer, acier, etc.	\$ 4.000.000
Coton	2.500.000
Articles alimentaires.	800.000
Bois.	1.500.000
Pétrole.	400.000
Divers effets non classifiés.	6.200.000
Soit un total de.	\$ 15.400.000

L'exportation du Mexique pour les Etats-Unis, pendant la même année, a été de :

3.500 tonnes de café.	\$ 1.800.000
20.000 tonnes de henequen.	2.200.000
1.500 tonnes de sucre	100.000
Cuir et peaux	1.500.000
Tabac	50.000
Animaux.	500.000
Cocos.	50.000
Pierres précieuses	75.000
Fruits divers.	50.000
Cochenille, jalap, salsepareille	100.000
Argent monnayé ou en lingots.	9.000.000
TOTAL.	\$ 15.435.000

Il résulte des détails statistiques qui précèdent et qui, du reste, sont approximatifs, que la valeur des articles exportés des Etats-Unis au Mexique est à peu près égale à celle des articles d'exportation mexicaine. C'est la première fois qu'on constate un pareil fait, dû sans doute à la construction des chemins de fer et à une plus grande introduction de matériel fixe ou roulant, provenant de l'autre côté du Bravo. Il est probable qu'à la conclusion des voies ferrées, le chiffre des exportations du Mexique aux Etats-Unis ne tardera pas à excéder celui des importations.

Il y a actuellement dans la République 3,640 kilomètres de voies ferrées en exploitation, sur lesquels on compte 2,211 kilomètres de voie large et 1,429 de voie étroite.

Paraguay. — Cette République est en pleine prospérité, due aux efforts d'un gouvernement intelligent et patriotique.

Le pays se relève, et la preuve nous la trouvons dans les chiffres suivants.

L'exportation n'avait atteint que la somme de \$ 5,817,086 en 1881.

En 1882 elle s'est élevée à \$ 9,642,754; soit 50 millions de francs. C'est un progrès de 65 0/0 d'une année à l'autre !

Voici le résumé des documents statistiques sur le commerce de la France pendant les trois premiers mois de l'année 1883.

Les importations se sont élevées, du 1^{er} janvier au 31 mars 1883, à 1,220,852,000 fr., et les exportations à 831,059,000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit :

Importations.	1883	1882
Objets d'alimentation.	419.055.000	388.567.000
Matières nécessaires à l'industrie.	573.256.000	583.316.000
Objets fabriqués	168.463.000	192.477.000
Autres marchandises.	60.078.000	66.302.000
TOTAUX.	1.220.852.000	1.230.662.000

Exportations.		
Objets d'alimentation	194.860.000	181.240.000
Matières nécessaires à l'industrie	164.426.000	169.425.000
Objets fabriqués	424.373.000	416.291.000
Autres marchandises	47.400.000	39.550.000
TOTAUX	831.059.000	806.506.000

Le mois de mars est, toutes les années, d'une activité prodigieuse au double point de vue des importations et des exportations.

Cette année n'a pas fait exception à la règle, et nous sommes heureux de constater qu'au point de vue du commerce général, la situation n'est pas mauvaise.

Sans doute les exportations restent toujours et de beaucoup inférieures aux importations, mais le chapitre industriel est en progrès ; en effet, pendant que les importations des objets fabriqués diminuent, les exportations des mêmes objets sont en légère progression.

Ce sont toujours les objets d'alimentation qui abondent aux importations par suite de récoltes insuffisantes.

Les derniers tableaux publiés donnent la répartition de la population de la France entre les diverses professions. Nous en reproduisons les totaux, en les comparant à ceux de 1876 :

	1876	%	1881	%
Agriculture	48.968.605	53	48.204.799	48.7
Industrie	9.274.587	24.9	9.324.107	24.9
Commerce et transports :				
Commerce seul	3.837.223	9.7	3.843.417	10.3
Transports et marine	"	"	800.741	2.1
Force publique	"	"	552.851	1.5
Professions libérales	1.531.405	5.68	1.629.768	4.4
Vivant exclusivement de leurs revenus ou primes	2.151.888	6.02	2.148.173	5.7
Populations non classées :				
Individus sans professions	281.740	0.70	727.588	1.9
Professions inconnues	"	"	173.816	0.5
TOTAUX	36.045.398	100	37.405.290	100

D'après les tableaux officiels qui viennent de paraître, les exportations du Canada, pendant l'année fiscale finissant le 30 juin 1882, se sont élevées à 20,427,400 liv. st., et les importations à 23,883,900 liv. st.

Voici le chiffre pour les quatre dernières années :

Années.	Exportations.	Importations.
1882	£ 20.427.400	£ 23.883.900
1881	19.658.200	21.064.200
1880	17.582.300	17.297.000
1879	14.298.300	16.392.900

Les exportations n'ont jamais été plus importantes qu'en 1882, le chiffre des importations est considérable au-dessous de celui des années 1873, 1874 et 1875, pendant lesquelles l'importation s'est élevée à plus de 25 millions de liv. st. en moyenne.

Les importations totales, 5,373,300 liv. st. ont été libres de droits, tandis que sur la somme restante, 4,341,770 liv. st. de droits ont été perçus, soit 25 p. 100 en moyenne.

Le tableau ci-après donne quelques détails sur les exportations :

Mines	£ 628.200
Pêche	1.539.500
Forêts	4.992.500
Animaux et produits	4.281.100
Produits agricoles	7.117.900
Produits fabriqués	853.900
Divers	139.800
TOTAL	£ 19.553.000
Monnaies	74.200
Divers	800.200
Exportations totales	£ 20.427.400

Malgré les droits protecteurs dont on a frappé les produits fabriqués étrangers dans le but de développer les industries du Canada, on verra, par le tableau suivant, que les articles

manufacturés ne constituent qu'une proportion bien minime des exportations :

	1882	1881	1880
	p. 100	p. 100	p. 100
Mines	3.34	3.42	4.11
Pêche	8.53	8.47	9.39
Forêts	26.65	30.84	24.08
Agriculture	34.46	26.30	35.84
Animaux, etc.	22.72	26.40	25.15
Produits fabriqués	3.70	3.80	4.63
Divers	60	77	80
TOTAUX	100.00	100.00	100.00

Voici les chiffres du mouvement commercial de l'Italie, non compris les métaux précieux depuis 1862.

Années.	Importations.	Exportations.	Excédent des importations.
1862	829.9	576.4	253.5
1863	902.0	633.5	268.5
1864	983.6	573.3	410.3
1865	965.1	557.5	407.6
1866	868.7	613.0	255.7
1867	884.4	732.2	152.2
1868	895.1	785.6	109.5
1869	935.0	791.4	143.6
1870	894.4	755.3	139.1
1871	961.5	1074.6	113.1
1872	1182.5	1162.3	20.2
1873	1261.2	1131.4	129.8
1874	1295.6	978.2	317.5
1875	1207.0	1022.3	184.6
1876	1307.1	1202.5	104.6
1877	1141.5	934.0	207.6
1878	1058.9	998.6	60.4
1879	1247.0	1071.8	175.3
1880	1186.2	1103.5	82.7
1881	1238.7	1164.3	74.4
1882	1227.0	1149.3	77.6
1883 (due mesi)	200.7	200.8	0.1

Le congrès des ingénieurs et architectes italiens, dont la précédente session s'était tenue à Florence vient de se réunir à Rome. La séance d'inauguration a eu lieu le 22 janvier, en présence du roi, et le ministre des travaux publics, M. Baccarini, l'a ouvert par un discours chaleureusement applaudi.

Le ministre a rappelé l'achèvement du grand tunnel du Saint-Gothard et les travaux de la voie ferrée Novare-Pino, qui met en rapport le Gothard avec Gènes, le grand port commercial de l'Italie.

D'autres travaux ont attaqué le passage de la chaîne des Appennins, sur les lignes du Giovi, Parme-Spezia, Faenza Florence et Rome sulmona ; des ouvertures diverses ont récemment complété certains réseaux ferrés, et comblé de fâcheuses lacunes en Sicile, en Sardaigne et dans les Calabres.

D'autre part, le nouveau réseau ferré s'est développé en même temps que s'accomplissaient d'importants travaux de routes, de ports, de canalisation, d'assainissement et d'édilité, par les soins tant de l'Etat, des provinces et des communes que par ceux de l'industrie privée.

La séance s'est terminée par la lecture du rapport du secrétaire général du congrès.

La direction générale des gabelles (Italie) a publié le tableau des marchandises importées et exportées pendant le premier trimestre 1883.

Les marchandises importées ont atteint la valeur de 359,284,001 francs.

Ce chiffre constitue une augmentation de près de 54 millions sur le 1^{er} trimestre de 1882.

Les marchandises exportées ont présenté une valeur de 307,832,863 fr.

Ce chiffre constitue une augmentation de 18 058,188 fr. sur les trois premiers mois de 1882.

Le plus fort contingent à l'augmentation de l'importation a été fourni par la 12^e catégorie : minéraux, métaux bruts et travaillés.

Dans le 1^{er} trimestre de l'année dernière, on en avait importé pour 45 millions et demi; cette année, il en a été introduit pour 89 millions et demi.

L'exportation des vins est constamment en augmentation. Les vins exportés en tonneaux ont atteint une somme de

26,724,951 fr.; ce qui représente une augmentation de 14 millions.

L'exportation des huiles d'olive augmente aussi continuellement.

Dans le premier trimestre 1883, on en a envoyé à l'étranger 211,649 quintaux : soit une valeur de 29 millions.

L'année dernière, on n'en avait expédié que 181,581 quintaux, dont le prix ne s'élevait pas à 25 millions et demi.

L'exportation de la soie a présenté une diminution considérable.

L'année dernière, on en avait expédié à l'étranger pour 78 millions. Cette année, on n'en a exporté que pour 69,425,405 francs.

Il y a donc une diminution de 8,564,405 francs.

L'exportation des produits suivants a présenté une certaine augmentation :

Coton, 3,353,657 fr.

Céréales, farines, pâtes alimentaires, etc., 2,136,495 fr.

Animaux, produits et dépouilles d'animaux, 2,299,576 fr.

Produits chimiques, médicaments, 1,226,087 francs.

Chanvre, lin, 1,106,590 fr.

En déduisant les métaux précieux, dont l'introduction s'est élevée, dans ces trois mois, à 47,447,790 fr., l'excédent de l'importation sur l'exportation a été de 7,768,698 fr.

Revue financière.

République Argentine. — Chaque jour des nouvelles preuves nous arrivent du crédit dont jouit cette république, à l'intérieur comme sur les marchés européens.

M. William W. Morice vient d'offrir à la municipalité de Buenos-Aires la somme de deux millions de livres sterling au taux de 5 0/0.

Un million de livres sterling vient également d'être offert à la Banque Nationale par un syndicat de banquiers de Paris, avec caution de fonds publics.

Une forte maison de commerce a offert au gouvernement de la province de Santa-Fé, les capitaux nécessaires pour amortir sa dette externe qui jouit d'une prime à Londres, pour convertir les billets de sa Banque, etc.

— L'assemblée de la Banque Nationale a approuvé le rapport du directeur. En conséquence on a commencé à payer un second dividende de 5 0/0 pour l'année 1882, en dehors de celui de 3 1/2 0/0 distribué précédemment, ce qui fait 8 1/2 0/0 pour l'année.

— Les actionnaires de la « Buenos-Aires, Great, Southern, Railway » se sont réunis, le 18 avril, en assemblée générale. Le dividende de l'année 1882 a été fixé à 12 0/0. C'est une des compagnies les plus prospères du marché de Londres.

— **Bourse.** Buenos-Aires, 29 mars 1883. Change. Londres 49 1/2 d. — France, Anvers, Gènes, fr. 5,20, Hambourg 4m. 26, (le tout pour 1 \$). Escomptes sur le marché 6 à 7 0/0 — Avances 9 à 10 0/0 — Escompte à la Banque de la Province 7 0/0 — Cédulas (obligations) de la Banque Hypothécaire, série A. 100 1/4 0/0, S. B. 100 5/6 0/0 S. C. 100 0/0, S. D. 98 0/0, S. E. 85 3/4 0/0. — Billets du Trésor National, 112 0/0, fonds publics de 5 0/0 (1881) 70 3/4 0/0 — Banque Nationale, 103 1/2 0/0. — Banque d'Italie 125 0/0. — Bons Municipaux (1876), or, 95 0/0 — Gaz Argentino 90 0/0 — Gaz primitivo 1,450 \$ m/c. — Bourse, 1,650 \$ m/0.

Brésil. — Voici quelques détails sur les entreprises de construction de chemins de fer dans la province du Rio Grande do Sul.

La première section, de la ligne entre Porto Alegre et Uruguayana, longue de 147 kilomètres, entre Porto-Alegre et Cachoeira, vient d'être livrée au trafic.

La deuxième section de 120 kilom., portera la ligne jusqu'à Santa Maria. La troisième section, de 119 kilomètres, reliera Santa Maria avec Cacequy. De Cacequy à Uruguayana la ligne sera construite par la « Rio Grande do Sul Railway Company », moyennant la garantie impériale de 6 0/0 sur £ 1,000,000.

En dehors de cette somme, le gouvernement a déjà voté 4 millions de £, dont la moitié a été déjà dépensée; il a garanti également 7 0/0 sur £ 1,300,000, 6 0/0 sur £ 2,000,000 et dernièrement 6 0/0 sur £ 600,000 pour une ligne transversale entre le Cuarain et Itaquy, voie Uruguayana et 6 0/0 sur £ 4,000,000 pour relier Porto Alegre avec le port de Sainte-Catherine.

C'est donc un total de £ 12,900,000 dépensées ou garanties par le gouvernement impérial pour les voies ferrées

stratégiques et commerciales de la province du Rio Grande de Sul.

— **Bourse.** Rio de Janeiro, 1^{er} avril 1883. Change (voir les télégrammes publiés dans la *Revue Commerciale*. — Livres sterling 11 \$560. — **Banques** : — du Brésil 290 \$ — Rural Hyp 274 \$. — Commercial 235 \$. — Industrial Merc. 232 \$. — Do Comercio 216 \$. — *Chemins de fer* Petropolis 175 \$. — Macahé e Campos 220 \$. — Sorocabana 100 \$ — Léopoldina 200 \$, S. Paulo e Rio 150 \$. — Mogyana 208 \$ — S. Ant. de Padua 170 \$ — Carangola, 183 \$. — Gráo Pará 208 \$. — Alto Muriahé 170 \$. — **Tramways** : S. Chistováo 330 \$. — Jardin Botânico 165 \$. — V. Isabel 246. \$ — Carris Urbanos 240 \$. — **Navigation** : Brasileira de Nag. 260 \$. — Espirito santo 106 \$. — Amazon 160 \$. — Nacional 277 \$. — S. Joao da Barra 200 \$. — Iguapense 185 \$ — **Divers** : Docas Pedro II 135 \$ — Brasil Industrial 250 \$, — Quissama 230 \$. — **Obligations** : Banque du Brésil 94 0/0 — Predial 71 0/0. — Macahé et Cv. 92 0/0. — Sorocabana 70 0/0. — Quissamá 208 \$, — Carris 440 \$ — Apolices (dette nationale interne) 1,052 \$, — 6 0/0 de 1868 (or) 1,250 \$. — celle de 1879, 4 1/2 0/0, 1,165 \$.

Chili. — Les recettes de la douane de Valparaiso se sont élevées, dans le mois de février, à \$ 1,317,473, contre \$ 999,766 dans la même période de 1882.

Mexique. — Les recettes de la douane de Veracruz se sont élevées à \$ 381,198, pendant la première quinzaine du mois de mars.

— La banque hypothécaire vient de se constituer définitivement.

Voici quelques paragraphes du compte rendu de la séance.

« Après avoir constaté la présence de 140 et quelques actionnaires, représentant 39,000 actions, M. Ramon Guzman, président du Conseil provisoire, assisté de MM. F. de P. Tabera, Eduardo Garay et P. Macedo, a déclaré la séance ouverte.

« Au nom du Conseil, M. Garay a donné lecture du procès-verbal par lequel M. Montes de Oca, commissaire du Gouvernement, reconnaît que les 40,000 actions fixées par les statuts ont été souscrites, que le premier versement de \$ 20 par action, soit \$ 800,000, a été effectué et que cette somme était déposée à la Banque de Londres à la disposition de la Banque Hypothécaire.

« Lecture a été donnée ensuite des articles relatifs aux parts de fondateurs, dont la création a été approuvée par l'assemblée générale.

« Puis le bureau a proposé la nomination du Conseil d'administration, conformément au n° 3 de l'ordre du jour.

« Ont été nommés pour composer le conseil d'administration :

MM. Sebastian Camacho,
Rafael Dondé,
Pedro Escudero y Echanove,
G. Sommer,
P. Martin,
A. Lerdo de Tejada,
Faustino Goribar,
E. J'Anson.

Uruguay. — Les principaux porteurs de titres uruguayens de Londres ont décidé de se réunir en Assemblée pour discuter les termes d'un arrangement définitif de la dette de ce pays, sur la base de l'unification de toutes les émissions internes et externes.

D'après ce projet la dette nominale de £ 11,000,000 (il faudrait dire 12 1/2 millions), serait nominale réduite à £ 8,000,000, mais le service serait augmenté par an de £ 110,000; de cette sorte on pense que les bons uruguayens, portant 6 0/0 d'intérêt, seraient cotés entre 55 et 60 0/0.

Nous pouvons donner à ces porteurs de titres l'assurance qu'un tel projet ne saurait avoir des suites; il est simplement irréalisable pour le moment, le budget de l'Etat, qui se solde déjà avec un million de pesos de déficit par an, ne saurait être augmenté.

Nous regrettons de voir que le Gouvernement de la République laisse faire naître des espérances illusoires et qu'il ne soit pas plus au courant des exigences du crédit de l'Etat dans les marchés européens, où nous voyons que des agents autorisés ou non, frappent à toutes les portes et font des démarches sans aucune base sérieuse, de nature à discréditer définitivement le pays dans ces grands centres des capitaux du monde.

— Montevideo, le 30 mars 1883.

Presque pas d'opérations à la bourse. Amortissable 18 0/0. Les banques ont élevé l'escompte à 10 0/0. Mécontentement général à l'égard des projets financiers du Gouvernement.

Nous n'avons pas à signaler des grands changements dans les fonds des Etats de l'Amérique latine dans le marché de Londres. — *Argentins*, 1868, 101 1/2; 1871, 98; 1881, 98 1/2; hard dollar, 89; 9 0/0, 110 — *Brésiliens*, 1875, 101; 1883, 89. — *Buenos-Aires*, 96 à 97. — *Chili*, peu de transactions, quelque inquiétude. — *Uruguay*, 42.

Dans les actions de compagnies, changements peu sensibles.

MARCHÉ DE LONDRES

Rien de changé dans la situation monétaire. La Banque d'Angleterre a, dans les deux départements, une encaisse métallique de £. 21.200.000; le rapport entre les réserves et la responsabilité, reste à 38, 20. Consolidés 3 0/0. à 102 1/4. Escompte à la Banque et sur le marché, 3 0/0.

MARCHÉ DE PARIS

Nous publions plus loin la loi de conversion des fonds français de 5 0/0 en titres de 4 1/2 0/0. L'Etat réalise par cette conversion un bénéfice annuel de près de 35 millions. Les fonds de 5 0/0 sont actuellement cotés à 110 0/0. Le 3 0/0, reste à 80.10 et l'amortissable à 81; la Banque de France à 5.375, la Banque de Paris et des Pays-Bas, à 1062, le Crédit Lyonnais à 560, la Société des dépôts et comptes courants, à 680, et le Crédit foncier à 1345. — La Banque de France a un encaisse métallique de fr. 2.045.630.000.

Voici la loi de conversion :

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont le teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le ministre des finances est autorisé à rembourser les rentes 5 p. 100, inscrites au Grand-Livre de la dette publique, à raison de 100 fr. par 5 fr. de rente, ou à les convertir en nouvelles rentes 4 1/2 p. 100 portant jouissance du 16 août 1883, à raison de 4 fr. 50 de rente pour 5 fr. de rente.

Art. 2. — L'exercice du droit de remboursement de l'Etat est suspendu par les nouvelles rentes 4 1/2 p. 100 pendant un délai de dix années à courir du 16 août 1883.

Art. 3. — Le nouveau fonds 4 1/2 p. 100 est divisé en séries. Les arrérages du nouveau fonds 4 1/2 p. 100 sont payables par trimestre et le minimum des rentes inscriptibles est fixé pour ledit fonds à 2 francs.

Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'Etat sont assurés aux rentes du nouveau fonds 4 1/2 p. 100.

Ces rentes sont insaisissables, conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an VI et 22 floreal an VII et peuvent être affectées aux emplois et placements spécifiés par l'article 29 de la loi du 16 septembre 1871.

Art. 4. — Tout propriétaire de rente 5 p. 100 qui, dans un délai de dix jours à courir de l'époque qui sera fixée par décret du Président de la République, n'aura pas demandé le remboursement, sera considéré comme ayant accepté la conversion.

Art. 5. — Les remboursements demandés pourront être opérés pas séries et les rentes non converties continueront à porter intérêt à 5 p. 100 jusqu'au jour de leur remboursement effectif.

Art. 6. — Les rentes converties jouiront des intérêts à 5 p. 100 jusqu'au 16 août 1883.

Art. 7. — En ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion sera assimilée à un acte de simple administration, et sera dispensée d'autorisation spéciale et de toute autre formalité judiciaire.

Les tuteurs, curateurs et administrateurs pourront, nonobstant toute disposition contraire, et notamment par dérogation à l'article 5 de la loi du 27 février 1880, recevoir et aliéner ultérieurement sans autorisation les promesses de rente au porteur représentatives des fractions de franc non inscriptibles résultant de la conversion des rentes appartenant aux incapables qu'ils représentent.

Art. 8. — Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu-propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le Trésor sera valablement libéré en déposant à la Caisse des dépôts et consignations le capital de la rente.

Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit, jusqu'à l'emploi, qu'aux intérêts que la Caisse est dans l'usage de servir. S'il résulte du fait du nu-propriétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés et celui de 4 1/2 p. 100. Toutefois, il n'est porté

aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier.

Art. 9. — Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux demandes de remboursement qui seront faites au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du Trésor, de rentes 4 1/2 p. 100 nouvelles, jusqu'à concurrence de la somme de rente nécessaire pour produire le capital correspondant auxdites demandes.

Art. 10. — Il pourra être provisoirement pourvu aux remboursements demandés, ainsi qu'aux frais de toute nature des opérations autorisées par la présente loi, au moyen de l'émission de bons du Trésor à l'échéance de cinq années au plus, ou d'une avance de la Banque de France.

Art. 11. — Les conditions dans lesquelles s'effectueront le remboursement et la conversion des rentes 5 p. 100, la délivrance aux ayants-droits de promesses de rente au porteur, pour les fractions de rente non inscriptibles, la division en séries des rentes 4 1/2 p. 100 nouvelles et leur émission, seront déterminées par décrets du Président de la République.

Art. 12. — Tous titres ou expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 5 p. 100, pourvu que cette destination y soit exprimée, et en tant qu'ils serviront uniquement aux opérations nécessitées par la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

Art. 13. — Le ministre des finances rendra compte des opérations autorisées par la présente loi, au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 avril 1883.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République,

Le ministre des finances,

P. TIRARD.

Au moment où il est beaucoup question des fonds publics français à propos de la conversion, nous croyons intéressant de rappeler quel est, en capital et intérêts, le montant de rentes françaises :

	Rentes annuelles.	Capital nominal. du par l'Etat.
5 0/0	fr. 339.333.000	6.786.650.000
4 1/2 0/0	37.433.000	831.855.000
4 0/0	447.000	11.151.000
3 0/0 et 3 0/0 amortissable	362.697.000	12.089.922.000
Dernière consolidation du 3 0/0	36.000.000	1.200.000.000
TOTAUX	775.910.000	20.919.579.000

Voici à combien se sont élevées les recettes de l'octroi ou douane de Paris, pendant les huit dernières années.

Années.	Francs.
1875	118.243.254
1876	123.248.466
1877	125.398.041
1878	132.182.370
1879	135.628.725
1880	141.863.392
1881	148.630.830
1882	149.438.095

Pour l'année 1882, les chiffres ne sont que provisoires et susceptibles d'un léger redressement de quelques centaines de mille francs.

Le produit de l'octroi de Paris a donc augmenté presque exactement de 50 0/0 ou 50 millions depuis 1872, soit 5 0/0 ou 5 millions par an en moyenne. Il a doublé depuis 1860, année où il fournissait à la ville 74,770,000 fr.

— Le rapport annuel sur les caisses d'épargne de l'Etat de New-York, qui vient d'être présenté à la législature, atteste une situation des plus satisfaisantes. Les 127 institutions de ce genre existant dans l'Etat accusent des dépôts montant à \$472,927,319, soit une augmentation d'environ \$25,000,000 sur l'année précédente. Le nombre des déposants s'est élevé à 1,095,971, soit une augmentation de 59.685, ce qui est un indice irrécusable de prévoyance et d'aisance croissante dans les classes ouvrières.

COMPAGNIES DIVERSES DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	OPÉRATIONS	NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL		DERNIER DIVIDENDE	Dernière cote officielle.		OBSERVATIONS		
			ACTIONS	OBLIGATIONS		Action	Obligat.			
République Argentine.	Banque.	English BK. of the R. Plate Ld.	20	1.000.000	»	»	5	»	£ 300.000 réalisées. 6 £ sur act.	
	»	London and R. Plate BK. Ld.	25	1.500.000	»	10 0/0	14	»	£ 600.000 réalisées. Réserve £ 150.000. — 10 £ sur act.	
	»	Mercantile BK. of the R. P. Ld.	20	»	»	»	1	»	En liquidation.	
	Gaz.	Belgrano (Buenos-Aires) Gaz C. Ld.	10	68.950	6 0/0	20.600	2 1/2 0/0	...		
	»	Buenos-Aires (New) Gaz C. Ld.	10	270.000	6 0/0	130.000	5 0/0	8		
	Terres.	River Plate Trust, Loan Agency C. Ld.	10	1.250.000	»	250.000	»	...		
	»	Central Argentine Land C. Ld.	1	130.000	»	»	10 0/0	3		
	Tramways.	Anglo Argentine Tramways C. Ld.	5	200.000	6 0/0	66.600	5 0/0	5 1/2	115	
	»	City of Buenos-Aires Tramways C. Ld.	5	350.000	6 0/0	116.000	4 1/2 0/0 s.	8 1/2	120	
				4.768.950		333.200				Réserve £ 40.000.
Bolivie.	Mines.	Frontino and Bolivia Gold Mg. C. Ld.	2	120.000	»	»	5 0/0	2 1/2	»	
Brésil.	Banque.	English BK. of R. de Janv. Ld.	20	1.000.000	»	»	10 0/0	14	»	£ 500.000 réalisées. Réserve £ 150.000, 10 £ payés.
	»	New London and Brazn. BK. Ld.	20	1.000.000	»	»	8 0/0	12 1/2	»	£ 500.000 réalisées. Réserve £ 175.000, 10 £ payés.
	Gaz.	Bahia Gaz Comp. Ld.	20	150.000	»	»	13 1/2 0/0	19	»	
	»	Nitheroy (Brasil) Gaz C. Ld.	10	84.926	7 0/0	10.000	4 1/2 0/0	...	...	Réserve £ 8.000.
	»	Pará Gaz Comp. Ld.	10	166.870	»	»	5 1/2 0/0	6 1/2	»	
	»	Rio de Janeiro Gaz C. Ld.	20	750.000	»	»	10 0/0	24	»	Réserve £ 97.000.
	»	S. Paulo Gaz C. Ld.	10	80.000	»	»	10 0/0	13	»	
	Mines.	Brazilian Gold Mines C. Ld.	1	40.000	»	»	»	...	...
	»	Rio Grande do Sul Gold Mg. C. Ld.	5	188.405	»	»	»	...	...	Travaux arrêtés.
	»	St. John del Rey Mining C. Ld.	200	253.000	»	»	5 0/0	150	»	Réserve £ 68.000.
	»	Santa Barbara Gold Mg. C. Ld.	1/2	20.000	»	»	10 0/0	...	...
	»	Brazilian Land and Mining C. Ld.	5	40.450	»	»	»	...	...
	Tramways.	Brazilian Street Railway C. Ld.	2	124.200	6 0/0	5.000	3 3/4 0/0	1 1/4	...	
	Télégraphe.	Brazilian Submarine Telegr. C. Ld.	10	1.300.000	»	»	7 0/0	11 1/2	»	Réserve £ 345.000.
	»	Western and Brazn. Telegr. C. Ld.	20	1.398.200	6 0/0	450.000	»	7 1/2	105	Pas de dividende depuis 1875.
Navigation.	Amazon Steam Navigation C. Ld.	15	606.285	»	»	6 0/0	12 1/2	»	Réserve £ 52.500.	
Sucrerie.	Central Sugar Factories of Br. C. Ld.	20	600.000	»	»	»	13 1/2	»	£ 16 payées.	
Eaux, égouts.	Cantareira W. S. y Drainage (S. Paulo) C. Ld.	»	»	6 0/0	127.000	»	»	95		
»	Rio de Janeiro city imprts. C. Ld.	25	1.000.000	5 0/0	364.000	6 0/0	27 1/2	101		
»	Recife Drainage C. Ld.	100	50.900	5 0/0	100.000	»	»	89		
			8.862.236		1.056.000					
Chili.	Gaz.	Copiapo Gaz Comp. Ld.	10	250.000	»	»	»	...	»	La dépréciation de la monnaie ne permet pas de distribuer des div.
	Mines.	Chili Gold Mining C. Ld.	1	500.000	»	»	»	7/8	»	
	»	Copiapó Mining C. Ld.	4	200.000	»	»	6 et 8 0/0	4	»	
	»	Tocopilla Copper Mg. and Smelting C. Ld.	1	120.000	»	»	»	3/4	»	
				1.070.000		»				
Colombie.	Mines.	Antioquia (Frontino) C. Ld.	1	36.393	»	4.980	»	...	...
	»	Colombian Hydraulic Mg. C. Ld.	1	73.308	»	4.620	»	...	...
	»	Organos Gold Mines Ld.	1	15.000	»	»	»	...	...
			124.701		9.600					
Mexique.	Banque.	London BK. of Mexico and Sth. Am. Ld.	10	500.000	»	»	6 0/0	5 3/4	»	£ 5 sur act. payées.
	Mines.	United Mexican Mining C. Ld.	30	129.522	»	»	»	2 3/4	»	
	»	Almada and Tiritto Cons. Silver Mg. C. Ld.	1	130.000	10 0/0	?	»	7/8	...	Pas de divid. depuis 1876.
			759.522		»					
Pérou.	Guano.	Peruvian Guano Comp. Ld.	5.000	825.000	»	»	10 0/0	...	»	Derniers dividendes payés bons de la Comp. de 6 0/0.
	Dock.	Callao Dock Comp.	15 1/2	116.250	»	»	5 1/2 0/0	12 3/4	»	
			941.250		»					
Uruguay.	Gaz.	Montevideo Gaz C. Ld.	20	541.920	»	»	6 0/0	14	»	Réserve £ 75.515.
	Eaux.	Montevideo Water Works C. Ld.	20	350.000	7 0/0	250.000	»	...	...
	Terres.	Uruguay Pastoral Association Ld.	100	64.000	»	»	6 0/0	...	...
	Télégraphe.	London Platino Brn. Telegr. C. Ld.	10	383.480	7 0/0	100.000	2 3/4 0/0	5	...	Concessions Lamas.
	»	Montevideo and Brn. Telegr. C. Ld.	10	89.140	»	13.880	1 1/2 0/0	...	...	» Marcuartur.
Viandes.	Liebigs Extract of Meat Comp. Ld.	20	480.000	»	»	10 0/0	36	»	Réserve £ 78.092.	
			1.908.540		363.880					
Vénézuéla.	Mines.	Callao (bis) Gold Mining C. Ld.	1	130.000	»	»	»	11/4	»	Formée en 1880.
	»	New Callao Ld.	1	75.000	»	»	»	...	»	— 1881.
	»	La Concepcion Gold M. C. Ld.	1	110.000	»	»	»	...	»	— " "
	»	Potosi Gold Mining C. Ld.	1	350.000	»	»	»	3/4	»	— 1880.
	»	Nouveau Monde Gold Mg. C.	1	200.000	»	»	»	1/2	»	— " "
	»	Sosa-y-Mendes Gold Mg. C. Ld.	1	100.000	»	»	»	...	»	— 1881.
	»	Tolima Mining C. Ld.	5	95.770	»	»	5 0/0	...	»	
			1.060.770		»					
		Total de ces 55 Comp.		19.616.069						{ Actions . . .
				1.762.680						{ Obligations . . .
				21.378.749						

Revue commerciale.

Havre, le 28 avril 1883.

Cuir. — Les cours sont toujours très raides pour les Plata secs et salés, mais les affaires sont forcément restreintes par le peu de marchandise à la vente.

On a noté :

864 B.-Ayres secs bfs.	F. 136 —	138 —
1274 M.-Video sal. — 26 kil . . .	» 73 —	— —
2300 — — — 28 kil.	» 74 —	— —
1310 — secs — mataderos »	113 —	— —
1150 Valparaiso salés 29 kil.	» 72 —	72 50

Nous avons reçu 479 cuirs salés et 27 b. peaux de chevreau de New-York, 80 sec du Cap, 1.473 salés de Valparaiso, 1.186 salés d'Eten, 1.008 dito de Pisco, 174 dito de Pascamayo, 692 salés et 140 secs du Callao, 116 secs d'Arica, 13 dito de la Réunion, 350 secs et 3.148 salés des entrepôts.

Laines. — La vente d'Anvers se continue dans de meilleures conditions qu'au début. Sur place, nous avons une petite demande courante en Plata, aux cours établis.

On a noté :

265 b. B.-Ayres suint.	F. 150 —	200 —
72 » agneaux.	» 180 —	185 —

Nous en avons reçu 26 b. de Monte-Video, 53 b. de Valparaiso, 7 b. du Callao, 536 b. de Port-Stanley, plus 12 b. peaux de mouton de dito.

Crins et chanvres. — Rien à signaler dans le premier article.

En chanvres, on a adjugé publiquement, pour cause d'avaries, 97 b. Tampico, de 63 à 66 fr. et 26 b. dito long, à 97 fr. les 100 kil.

Indigo. — Cette teinture a donné lieu à quelques affaires cette semaine, en Guatemala surtout, dont on a ainsi vendu en divers lots 133 surons.

Les Bengale, par contre, restent au grand calme, et on n'a noté que 2 c.; en Nouvelle-Grenade, il a été fait 3 c., et on a vendu aussi 12 c. kurpah.

Bois de teinture. — Les campêches Haïti sont très fermes, et les vendeurs demandent même plus cher, ce qui nuit aux affaires. On a vendu 80 tx Fort-Liberté à 7 fr.; environ 400 tx dito, à livrer par *Nord-Clyn*, arrivé à Falmouth, à 6 fr. 65, et 50 tx Cayes, à livrer par *Amiral-de-Makau*, à 6 fr. 50.

En bois jaunes, on a fait 20 tx Corinto en disponible à 7 fr.

Nous avons reçu 250 tx campêche d'Aquin, 370 tx dito du Cap, 350 tx dito de Jacmel et 351 tx bois rouge d'Altata.

Bois d'ébénisterie. — Rien de saillant à signaler.

Il a été importé : 15 mx acajou et 25 tx gaiac d'Aquin, 105 mx espenille du Cap, 696 mx acajou de Port-au-Prince, 280 dito de Porto-Plata, 152 mx cèdre de New-York et 4.776 mx ébène de la côte d'Afrique.

Cafés. — La demande pour la consommation continue très modérée et limitée à ses plus stricts besoins.

En présence des recettes au Brésil encore importantes pour la saison, l'élan de la spéculation s'est un peu ralenti : les cours du good-average Santos à terme ont été irréguliers et clôturent 25 à 50 cent. plus bas que la semaine précédente, mais avec plus d'acheteurs que de vendeurs à ces derniers prix.

Les avis généraux européens restent calmes sans changement.

New-York est en reprise de 1/4 sur le disponible, soit 9 3/4 pour le *fair* Rio et 10 1/4 pour *good*.

Les ventes totales de la semaine s'élèvent à environ 130,000 sacs Santos *good-average*, à terme, et 13,000 sacs divers en disponible, enchères comprises, comme suit : 4,163 sacs Santos, 648 sacs Rio, 260 sacs Ceara, 2,695 sacs Haïti, 470 sacs Ceylan natif, 4,655 sacs Laguayra, Guatemala et Costa-Rica, plus 25 tonneaux Mysore, à livrer, de fr. 96 à 97; 10 tonneaux Malabar ont encore été traités à livrer, à fr. 83 50.

Good average Santos futur :

Avril	57 75 à — —
Mai/Juin.	60 — à — —
Juillet/Août.	60 50 à 60 75

Sept./Oct.	61 — à 61 75
Nov./Déc.	62 — à 62 50
Jan./Fév./Mars 1884.	62 75 à 63 —

RIO-JANEIRO, le 14 avril 1883. — Marché ferme. — *Good-First*, 4,500/4.650. — Change : Paris, 443; Londres, 21 1/2. — Stock 240,000. — Exportations de la semaine : Canal et Nord, 22,000; Méditerranée, nulles; Amérique, 62,000. — Ventes de la semaine : Canal et Nord, 32,000; Méditerranée, nulles; Amérique, 52,000. — Recettes journalières, 15,500.

SANTOS. — Marché ferme. — Ventes de la semaine : Europe, 53,000; Amérique, nulles. Exportations de la semaine : Nord d'Europe, 5,000. — Amérique, nulles. — Recettes journalières, 7,800. — Stock, 210,000. — Prix supérieur 4,500 à 4,700.

On écrit de Londres :

« Notre marché a été très ferme durant cette semaine. Les enchères offrent, en général, un assortiment très varié, les cafés Plantation ont été vendus à prix irréguliers en partie un peu plus bas, tandis que les autres sortes sont à coter sans changement, les cafés Jamaïque un peu plus haut. En Bahia, plusieurs milliers de sacs ont été mis aux enchères, obtenant 43 à 45 sh. pour des bons Moritiba, tandis que 2.000 s. environ de cafés Nazareth ont trouvé preneurs de 30 à 37 sh.

« Nous cotons : Middling Plantation 89 à 92 sh., good middling 93 à 105 sh., Guatemala bon ordinaire 54 à 58 sh.

« Les cafés du Brésil ont été peu demandés : la diminution des recettes au Brésil, prévue généralement, n'a pas seulement eu lieu, mais celles-ci ont même augmenté. Les acheteurs se retiennent de ce chef et les prix sont nominaux.

« En fait de cargaisons, l'*Alerte*, de R.-Janeiro, est au marché à 43 sh. 6 d., et le *Levante*, de Santos, à 49 sh. »

On écrit de Hambourg : « Il s'est encore traité cette semaine des affaires très actives, et les sortes de la Côte-Ferme et du Centre-Amérique surtout motivent une bonne demande, vu les belles qualités que l'on rencontre dans ces cafés. Les cours ont en somme peu varié, et la tendance est plutôt calme en clôture; on cote le good average Santos 51 Rm. »

On écrit de Hollande : « Les affaires ont été très calmes cette semaine sur nos marchés, mais il n'en est pas résulté de baisse, quelque peu sérieuse, et du reste ces alternatives de fermeté et de faiblesse sont nécessaires pour maintenir l'article dans des limites raisonnables, et lui conserver la prospérité à peine reconquise. — Le bon ordinaire Java vaut 33 c. 1/2. »

CACAOS. — Il s'est traité des affaires très marquantes en provenances de Haïti avec hausse progressive. On a noté d'abord 2,700 s. en disponible à 60 fr., 200 s. dito à livrer au même prix, et depuis on a payé 61 fr. pour 605 s. en disponible, 62 fr. pour 640 s. dito, 62 fr. 50 pour 430 s. dito, 62 f. pour 500 s. dito à livrer, et, enfin, en clôture, la marchandise dans le port a obtenu 63 fr., et le disponible 64 fr. tendance de plus en plus ferme. Dans les autres provenances, on a noté 100 qts Martinique à 100 fr. et 50 s. Guayaquil Machala à 102 fr.

En Para, on ne note rien, mais les cours sont de plus en plus raides, et du reste les avis de la source sont très favorables.

Nous en avons reçu 200 s. de Port-au-Prince, 180 s. du Cap, 710 s. de Samana, 2 s. de N.-York et 305 s. des entrepôts.

Arts, sciences et faits divers.

On sait déjà que le papier fournit les meilleures roues pour les wagons de chemin de fer, on songe aujourd'hui à l'utiliser pour en faire des rails qui remplaceraient les rails d'acier et de fer.

On allègue en faveur du papier son prix de revient, qui permettra d'établir des rails à un tiers meilleur marché que ceux d'acier, et le long usage qu'il pourra fournir.

Le papier ne s'allonge pas, ne se contracte pas sous l'influence de la chaleur ou du froid; il ne sera donc pas nécessaire, comme on l'a fait jusqu'à présent pour l'acier et le fer, d'espacer les extrémités des rails, et comme d'autre part les rails en papier sont d'une très grande légèreté, on pourra leur donner plus de longueur et les joindre exactement les uns aux autres, de façon à former une surface aussi unie que si le tout n'était composé que d'une seule pièce.

L'adhérence des roues de la locomotive sera beaucoup plus grande que dans l'emploi des roues et des rails d'acier, et par conséquent, la locomotive aura, à force égale, une plus grande puissance de traction.

Il y aura économie de combustible et un avantage considérable quant à l'usure du matériel, qui durera plus longtemps grâce au mouvement à frottement doux.

Le papier seul entre dans la composition de ces nouveaux rails qui ne prennent pas l'humidité, qui ne pourrissent pas et qui sont d'une solidité à ne pas redouter les intempéries des saisons.

Avec des roues et des rails de papier les trains parcourront notre immense territoire avec une vitesse de soixante milles à l'heure, et sans plus de trépidation que le bateau à vapeur qui glisse mollement sur le calme océan.

Un nouveau genre de tramways vient d'être inauguré à Londres, qui mérite, croyons-nous, l'attention des ingénieurs.

La traction s'exécute à l'aide d'un câble sans fin, mis en mouvement par une machine fixe et renfermé dans deux tubes placés sous terre, de sorte qu'il ne peut porter obstacle à la marche des voitures ordinaires, fréquentant les mêmes rues.

Les rails saillants sont remplacés par de simples plaques de fer qui suffisent, puisque le tramway est naturellement guidé par le câble auquel il est amarré.

Ce dernier est supporté, dans le tube où il est renfermé, par des poulies destinées à diminuer le frottement, et des roulettes placées aux coudes où se produisent les changements de direction.

La partie la plus originale du système est une fente latérale qui règne tout le long du tube. C'est par cette fente longitudinale que pénètre une pince qui saisit le câble et le met, par conséquent, en communication avec le véhicule qu'il doit entraîner.

La rainure est de dimension trop petite pour que la roue des voitures ordinaires puisse s'y engager comme il arrive trop souvent avec les rails en ornières.

Il reste à savoir si l'on pourra facilement nettoyer le tube et chasser, de son intérieur, la poussière, la boue ou tous les objets qui peuvent s'y accumuler.

Le tube est en fil d'acier, ce qui permet de ne lui donner qu'un très petit diamètre.

La consommation du tabac en France s'est élevée en 1882 au chiffre fabuleux de 263 millions et demi de francs.

Voici comment se répartit cette somme entre les différentes sortes de tabacs :

Cigares de la Havane, 2.500.000 fr. ; cigares fabriqués en France, 38.000.000 de francs ; cigarettes fabriquées en France, 16.000.000 de francs ; tabac à priser, 68.000.000 fr. ; tabac à fumer, 160.000.000 de francs ; tabac à mâcher, 9.000.000 de francs.

Ce qui constitue un total de 313 de millions de francs.

Ajoutons pour compléter le total ci-dessus, 50.000.000 de francs pour les tabacs à prix réduits. Ce sont, comme on le sait, les tabacs livrés aux soldats et vendus dans les zones frontalières à des prix modérés, pour décourager la contrebande.

Le *New York Herald* nous apprend qu'on a construit, dans cette ville, en 1882, 2.577 maisons qui ont coûté 44,793.186 piastres — un accroissement de 1,500,000 piastres, sur le chiffre de 1881. Vingt de ces maisons ont coûté plus de 50,000 piastres chacune ; 88 ont coûté de 10,000 à 20,000 piastres. Il a été construit 17 églises au prix de 562,000 piastres, et 12 théâtres au prix de 419,775 piastres.

Un navire américain vient de faire une visite intéressante aux profondeurs de l'Océan Atlantique.

Le steamer *Blake*, capitaine Brownson, qui était parti au commencement de décembre pour faire des sondages entre les Bermudes et les Bahama, vient de revenir à New-York.

La plus grande profondeur constatée jusqu'à présent dans l'Atlantique — par le *Challenger* — était de 2,962 brasses. Le 19 janvier, par 19 d. 41 m. latitude nord et 66 d. 24 m. longitude ouest, à environ 105 milles au nord-est de Saint-Blake ont révélé une profondeur de 4,561 brasses, avec température de 36 degrés pour l'eau du fond.

La brasse étant de 1^m,60 environ, la profondeur constatée est de 7.300 mètres.

On se rappelle que le *Travailleur* avait déjà trouvé, dans le golfe de Gascogne, des profondeurs de 5.000 mètres.

Les diamants de la couronne de France seront irrévocablement vendus vers la fin d'avril, par le ministère de M. Escribe.

Seront toutefois réservés de la vente :

Le régent, qui fut acheté par Philippe d'Orléans à l'Anglais William Pitt, gouverneur de Madras, au prix de 3.375.000 fr.

L'Épée militaire, montée en 1824, dans une poignée en brillants et d'un magnifique travail d'orfèvrerie.

La Broche reliquaire, curieuse à cause de ses brillants en triangle taillés en 1476.

Les Mazarins, diamants donnés par le grand ministre à Louis XIV, et qui servirent à orner les fleurons de la couronne de Louis XV.

La Montre du dey d'Alger, donnée à Louis XIV.

Le Rubis Chimère, qui est le plus grand rubis gravé que l'on connaisse.

Le Dragon et le Petit Éléphant du Danemark, émaux merveilleusement travaillés.

Pendant que la commission parlementaire des services maritimes postaux de France préparait lentement et laborieusement le projet pour la soumission du nouveau service transatlantique français qui doit commencer en 1885, et remettait à peine son rapport le premier février, les Anglais, dans leur chantiers maritimes, continuaient à fabriquer des navires pour le monde entier, avec une activité véritablement stupéfiante.

L'an dernier, ils ont encore, comme en 1881, mis à l'eau pour un million de tonneaux de navires, le double de ce qu'ils faisaient naguère.

Ils sont devenus ainsi non seulement les fournisseurs exclusifs de leur marine, mais même les fournisseurs de tout le globe.

Les pays comme la Norvège, l'Italie, les Etats-Unis, qui auparavant allaient de pair avec les Anglais, sont tombés bien bas au second rang, et même quelques-uns ne comptent guère plus dans la construction maritime.

L'Italie, qui construisait encore pour plus de 100,000 tonneaux de navires à Gènes, à Livourne, il y a quelques années, n'en a plus construit l'an dernier que pour 12,000 tonneaux, et les Etats-Unis qui faisaient pour plus de 500,000 tonneaux il n'y a pas encore dix ans, n'en font plus que 100,000 et crient que tout est perdu.

Pourquoi cela ?

Parce que les Italiens et les Américains et aussi les Norvégiens, n'ont pas progressé, parce qu'ils s'obstinent à faire des navires en bois et à voiles, alors que la voile a décidément été remplacée par la vapeur, le bois par le fer et même l'acier.

Ajoutons que les Américains, avec leur système protectionniste exagéré, dont, il est vrai, ils semblent revenir maintenant, ont fait hausser le prix de toutes choses, surtout de tous les matériaux, et aussi le prix de la main d'œuvre, et que, par conséquent, les navires leur reviennent trop cher.

Ils en sont arrivés à demander à l'Etat, pour relever leurs chantiers de construction, des primes à la marine marchande, comme en France, où la libre entrée des matériaux servant à la construction des navires, ou une sorte de drawback à la sortie ; mais tous ces moyens, même les primes, sont des moyens bien artificiels et qui ne sont nullement efficaces à la longue, car ils ne peuvent pas créer un état de choses qui de sa nature n'est point.

Donc, les Anglais continuent à lancer des navires par millions de tonneaux. Ils laissent se plaindre ceux qui n'en lancent plus, et ils construisent les leurs et tout ce qu'on leur commande, vite et bien, quoi qu'on dise, et cela dans les chantiers de la Clyde, notamment à Glasgow ; dans les chantiers de la Tyne, principalement à Newcastle ; puis sur la Wear ; à Sunderland ; sur la Tees ; à Harlepool, à Middlesborough, Stockton et ailleurs, sur tous leurs rivages, à Dundee, Grinsbey à Hull, etc.

Dans les grands chantiers cités en premier lieu, ils construisent surtout les steamers rapides, les grands navires transatlantiques de plusieurs milliers de tonneaux marchant avec régularité sur l'Océan à la vitesse de 18 milles à l'heure, qui est celle d'un train ordinaire de chemin de fer.

C'est ainsi qu'ils viennent de lancer entre autres, sur la Clyde, pour la puissante ligne Cunard, *Aurania*, un steamer de 7,500 tonneaux, qui en a, cependant, 1,000 de moins que

le fameux *Servia*.

L'*Aurania* n'a que 470 pieds de long, 57 de large, 39 de creux. On a corrigé, depuis l'insuccès du *City-of-Rome*, les dimensions exagérées qu'on était tenté de donner aux navires, et qu'ont aussi la *Servia* et l'*Alaska*. Le principe consistait à donner à la longueur du navire dix fois la largeur. De là une solidité insuffisante, si la marche était plus rapide, et c'est pourquoi les Cunard ont décidé que l'*Aurania* n'aurait en longueur que huit fois et demie la largeur.

Le navire, outre sa formidable machine à trois cylindres développant 10,000 chevaux de force, offre une grande surface de voiles. Il peut recevoir 500 passagers de première classe et en outre 1,000 émigrants. Il est éclairé à la lumière électrique par le système Swan.

Il peut porter toute sa provision de charbon, même pour faire le tour du monde à raison de 15 milles à l'heure.

Il est mécaniquement outillé d'une façon très ingénieuse pour l'embarquement et le débarquement rapide des marchandises, et rien ne manque à son aménagement. C'est en quelque sorte la dernière expression du progrès naval de notre temps.

Le chef de la maison qui a construit ce magnifique navire pense que la marche normale de l'*Aurania* sera de 16 à 18 nœuds. Il dit que la navigation pourra demain atteindre 20 nœuds, ce qui fait plus de 36 kilomètres à l'heure; mais alors que les navires n'auront plus de mâts, comme ces steamers de construction étrange que les Américains se préparent en ce moment à lancer sur l'Europe; pour faire normalement en six à sept jours le voyage des Etats-Unis en Angleterre.

Ce n'est pas seulement sur l'Atlantique, c'est encore sur toutes les mers que ces courses à grande vitesse sont, pour ainsi dire, à l'ordre du jour. Le navire porteur de thé, le *Stirling Castle*, qui est venu le premier s'emboîser devant les docks de la Tamise, le 22 juin 1882, a fait le voyage en moins de 30 jours de Shanghai ou plutôt de Wossunh à Londres, ce qui exige des vitesses soutenues de 16 à 18 milles.

L'an dernier, le steamer *Zeelandia*, parti de Sidney le 5 octobre, est arrivé le 29 à San Francisco de Californie après avoir parcouru ainsi en 24 jours un tiers du méridien terrestre.

New-York a par là reçu en trente jours, c'est-à-dire avec deux jours d'avance sur les transports les plus rapides, les malles venues d'Australie.

L'administration des postes autrichiennes occupe un personnel de 7,669 personnes, dont 156 jeunes filles employées aux écritures et 1,793 facteurs. Le nombre des lettres qui ont été expédiées dans le courant de l'année 1801 a été de 434,882,935, celui des cartes postales, de 46,857,860 et celui des imprimés de 37,313,250. Il a été envoyé, en outre, 75,887,000 journaux. Le nombre des lettres non affranchies a été de 5,300,800 et celui des lettres recommandées ou chargées, de 21,722,615.

Les bureaux de la ville de Vienne seule ont eu plus de 120 millions de lettres à expédier et à distribuer. Pour faire face aux exigences de ce service, l'administration a dépensé 15 millions de florins, couverts et au delà par une recette de 48 millions. La part de Vienne dans les recettes totales est de 33 p. 100. Toutes les provinces de l'empire ont un service postal qui se solde par un excédent de bénéfices, mais celui des provinces de Galicie, de Bokowine et de Dalmatie ne couvre pas les frais.

Depuis 1867, le produit des postes a plus que triplé et s'est élevé, dans ce court espace de temps, de 107 à 342 millions de florins.

Durant l'année 1882, dans la ville de New-York, il y a eu 27,321 naissances, 37,900 décès, exactement 300 divorces.

Dans les Cours de justice, il s'est présenté 3,260 accusations, d'où il est résulté 1,745 condamnations.

La poste de la ville a délivré 283,783,015 lettres et 170,199,000 journaux.

Le Comité d'Excise a accordé 9,083 licences pour la vente des liqueurs qui ont rapporté \$430,080.

Le nombre total des émigrants qui sont arrivés au *Castle Garden* a été de plus de 470,000.

La police a trouvé 4,485 enfants égarés dans les rues, dont 2,377 garçons et 2,118 filles, 4,335 ont été réclamés par les parents, et 150 ont été envoyés dans les institutions ds charité.

Le total des faillites a été de 5,729 dans les Etats-Unis.

M. Octave de Bernadières, lieutenant de vaisseau, chef de la mission du passage de Vénus au Chili, vient, à son re-

tour de Buenos-Ayres, d'apporter la nouvelle que deux des membres de l'expédition Crevaux sont encore vivants et retenus prisonniers par les Indiens : Haurat, timonier de la marine française, et Blanco, timonier argentin.

M. de Bernardières aurait quitté Buenos-Ayres le 25 mars dernier et rapporte à la société de géographie, de la part de M. Estanislao Zeballos, président de la société de géographie argentine, diverses notes du regretté Crevaux.

On vient de faire, à Constantinople, l'essai d'un nouveau système de navigation électrique dans le but de rendre le Bosphore infranchissable pour les navires de guerre européens.

On a construit pour cela une sorte de petit croiseur sous-marin, large de 40 centimètres, long de 8 mètres, qui flotte entre deux eaux n'ayant pour toute cargaison que quelques quintaux de dynamite et qu'on dirige de la terre à la rencontre du navire qu'on veut détruire. Le feu est mis à la cargaison par une étincelle électrique que l'on envoie du rivage. Le mouvement est donné par deux machines du genre Siemens, qui agissent sur deux hélices placées à l'arrière, l'une à babord, l'autre à tribord.

La difficulté était de trouver un moyen de suivre les mouvements du navire sous-marin à l'aide d'un signal qui ne puisse être aperçu par l'équipage vers lequel on dirige cet ennemi, — le plus dangereux que le génie de la destruction ait inventé jusqu'à ce jour. Le problème a été résolu, à l'aide d'un fil de fer très mince que l'on peut suivre à l'aide d'une lunette et qui est implanté sur le pont. On emploie de nuit, une lanterne sourde, dont l'œil est dirigé vers le rivage, et qui est trop faible pour que l'ennemi puisse apercevoir son reflet sur les vagues.

« Le Sultan ayant voulu assister lui-même aux expériences, écrit à l'*Electricité* un de ses correspondants, — le volume des feux a été augmenté et le fil de fer remplacé par un mât de pavillon portant l'étendard vert. Sa Majesté impériale, qui était avec son séraskier et son capitain pacha, exprima hautement sa satisfaction. Il rentra au sérail, persuadé que de nouveaux jours de sécurité allaient luire, grâce aux progrès de l'électricité, pour la monarchie des Osmanlis. »

Mouvement maritime de steamers entre l'Europe et l'Amérique latine.

DU 1^{er} AU 15 MAI

En parlance.

- Mai 1^{er} *Pacifique*, Havre, Valparaiso et Lima.
 — 2. *Ville-de-Ceara*, Havre, Pernambuco, Bahia, Rio et Santos.
 — 2. X Southampton, Antilles, Côte-Ferme, Mexique et mers du Sud.
 — 4. *Caldera*, Havre, Antilles et Vera-Cruz.
 — 5. *Congo*, Bordeaux, Rio, Montevideo, et Buenos-Aires.
 — 6. *Washington*, Saint-Nazaire, La Guayra, Veaa-Cruz et le Pacifique.
 — 8. *Ville-de-Montevideo*, Bordeaux, Montevideo, Buenos-Aires et Rosario.
 — 8. *Lisbonense*, du Havre pour Para et Manaos.
 — 9. X, Southampton, Pernambuco, Bahia, Rio et Santos.
 — 10. *Rhenania*, Havre, les Antilles, La Guayra, et le Pacifique.
 — 13. *Araucania*, Bordeaux, Brésil, la Plata et Pacifique.
 — 15. *Parana*, Havre, Montevideo, Buenos-Aires et Rosario.

Attendus.

- Mai 3. X, à Bordeaux du Brésil et la Plata.
 — 5. *Orénoque* à Bordeaux du Brésil et la Plata.
 — 5. *Dom Pedro*, au Havre de la Plata.
 — 10. X, à Saint-Nazaire, des Antilles, Mexique et mers du Sud.
 — 10. *Ville-de-Rio-de-Janeiro*, au Havre du Brésil.
 — 14. X, à Southampton, des Antilles, Côte-Ferme et mers du Sud.

Sceaux. — Typographie et stéréotypie de Charaire et Fils.

REVUE SUD-AMÉRICAINNE

AGENTS DE CE JOURNAL

Amérique.

REP ARGENTINE. *Buenos-Aires*, C. M. Joly; *Catamarca*, Mardoqueo Molina; *Concordia*, Daniel Iglesias; *Corrientes*, Juan Fages; *Goya*, Luis Careon; *Gualeguaychú*, José Zaldarriaga; *Mendoza*, Flavio Perez; *Nogoyá*, Agustin Anzo; *Paraná* Cayetano Ripoll; *Rosario*, Salvador Pujadas; *S. Juan*, E. G. Villegas; *Santa-Fé*, José Gonfrillanda; *Santo Tomé*, Jaime Negrone.

BRÉSIL. *Rio de Janeiro*, Lombaerts, rua dos Ourives; *Bahia*, Olavo de Freitas Martins, 16, rua dos Ourives; *Pernambuco*, Walfredo Medeiros, 9, rua 1^o de Março; *Maceio*, F. Favares da Costa; *Porto Alegre*, Ioaguim Alves Leite; *S. Paulo*, M. Mattos.

CHILI. *Santiago* et *Valparaiso*, L. Tornero; *Concepcion*, J. M. Serrato; *Copiapo*, Marconi hijos; EQUATEUR. *Quayaquil*, S^r Administrador de « El Comercio »; *Quito*, Andrade Vargas e hijos.

ÉTATS-UNIS. *New-York*, H. P. Sampers et C^{ie}, 19, Barclay Street; *Nouvelle-Orléans*, H. Billard.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. *Bogota*, Lazaro M. Perez; *Barranquilla*, M. Davila Flores, S^r Administrador del « Promotor ». *Panama*, Saml. Boyd; *Barbacoas*, José M. Paz; *Sincelejo*, Rafael Frco Ruiz; *Medellin*, Modesto Molina; *Neiva*, D^r Rodrigo Pantoja; *Tumaco*, Euliquio Arizala; *Cartagena*, T. F. Velez e hijos.

GUATEMALA. *Guatemala*, S^r administrador de « El Horizonte ».

MEXIQUE. *Mexico*, Vincourt; *Vera Cruz*, S^r Administrador del « Diario Commercial ».

NICARAGUA, *Leon*, Eleodoro Arana.

PEROU. *Lima*, J. Galland y E. Henriod. *Arica*, E. Larrien et C^{ie}.

S. SALVADOR. *S. Salvador*, S^r Administrador de « La Linterna »; *S. Mignel*, Brizuela et Charlaix.

URUGUAY, *Montevideo*, libreria Fermepin.

VENEZUELA. *Caracas*, Nicolas de las Casas; *La Guaira*, F. J. Garcia Monjui.

Europe.

LONDRES. Samuel Deacon et C^{ie}, 150, Leadenhall.

EDIMBOURG. Keith et C^{ie} 65 George St.

MADRID. Gaspar, editores, 4, Principe; M. Murillo, 7, Alcalá.

LISBONNE. A. Ferin, 74, rua Novado Almada.

AMSTERDAM. L. Van Bakkenes et C.

MANCHESTER, B. Wheeler, Pall Mall.

GENÈVE. Labarthe et C.

VIENNE. Braunmüller et fils, au Graben.

ROME. Bocca frères, au Corso.

BERLIN. Ch. Claesen, 92, Alexandrinen Strasse.

BRUXELLES. Kiessling et C. 72, Montagne de la Cour.

ST. PÉTERSBOURG., E. Hartgé, 27, persp. de Nevski.

HAMBOURG, Haasenstein et Vogler.

— Pour tout ce qui concerne l'administration supérieure et direction du journal à la Plata, s'adresser au D^r Andrés Lamas, Buenos-Aires, calle de la Piedad, 255.

PARIS, *abonnements et annonces*, dans l'administration, 17, Avenue Carnot, chez M. Denné, *libreria Española*, 15, rue Monsigny. *Vente au numéro*: P. Arnould, libraire, 20, boulevard Montmartre, Mad. Denax, kiosque 246, boulevard des Capucines, en face du grand-Hôtel, — kiosque boulevard des Capucines, n^o 9, — kiosque boulevard des Italiens, n^o 22.

On peut s'abonner à ce journal, sans frais, dans tous les bureaux de poste en France.

Pour les pays ou villes où il n'y a pas d'agents, s'adresser directement à l'administration centrale.

17, Avenue Carnot, Paris.

PRODUCTOS MEDICINALES DA FLORA BRASILEIRA

Laboratorio Rio de Janeiro rua Rio Branco, 14

Approvados e autorizados pelo Governo Imperial, pela Exma. Junta de Hygiene e pela Commissão do Instituto Pharmaceutico do Rio de Janeiro, e pelo departamento de hygiène de Buenos-Aires, pelo corpo medico do Hospital de Caridade da mesma capital. Aceitos e prescriptos pelas notabilidades medicas deste Paiz e do estrangeiro.



Marca da fabrica.

Premiados com medalha de ouro de 1^a classe na Exposição Fluminense de 1879; pela Academia de Industria de Paris 1881, com a 1^o medalha de ouro com o 1^o grande premio a medalha de ouro 1^o premio medalha de prata, pela Congresso da Exposição Continental do Rio da Prata; e com a medalha de Prata da Exposição Allema de 1882.

AS MOLESTIAS DE VIAS RESPITORIAS.

catarrho pulmonar, bronchite agudas ou chronicas, hemoptises, laringite, bronchorrhéa, coqueluxe et asthma incipiente, tosse nocturna são radicalmente curadas com o

Xarope balsamico peitoral de Arceira e Mutama

AS MOLESTIAS DE FIGADO

hepatite, as affecções do baço, solenites agudas ou chronicas, devidas ás febres perniciosas, embaraços gastrico, ou congestivo emprega-se o emplastro e o vinho, simples ou ferruginoso de

JURUBEBA

Avis aux commerçants et spéculateurs de toute sorte.

Messieurs les commerçants et spéculateurs rencontreront et obtiendront les meilleurs conditions et les plus grandes facilités en s'adressant à la maison de Messrs Costa Moermans et C^{ie}, 6, Red Lion Square, Holborn, Londres, W. C., Angleterre, dont les principales opérations sont les affaires de banque, de commission, d'importation et d'exportation, les ouvertures de crédit ayant pour objet de faciliter l'importation des matières premières et des produits coloniaux en Angleterre, ainsi que l'exportation, aux Colonies des articles et produits anglais de l'Allemagne, de la Belgique, de la France. — Cette importante maison s'occupe aussi de toute sorte d'opérations financières et elle est à même par ses rapports journaliers avec les principaux capitalistes et par ses relations constantes avec les premières maisons de finance de Londres, Paris, Vienne, etc., d'effectuer le placement d'un capital actions ou obligations ou tout autre opération financière et de banque. — Inutile de proposer des affaires dont les bénéfices à réaliser seraient contestables. — Toute application soit comme agent soit comme correspondant doit être accompagnée de références.

Librairie et Papeterie

OLAVO DE FREITAS MARTINS

BAHIA (BRÉSIL)

16, RUA DOS OURIVES 16.

Reçoit des livres et des articles de librairie et papeterie en consignment. — Prière à M. M. les Éditeurs, Libraires et Fabricants d'envoyer leurs Catalogues à l'adresse ci-dessus pour rendre les commandes plus faciles.

BAHIA (Brésil).

RELACIONES CON COLOMBIA

F. FONSECA PLAZAS

Comisionista y agente general de negocios.

BOGOTA (Estados U.U. de Colombia).

Se encarga de todos los asuntos relacionados con su profesion de agente y comisionista y en especial de la agencia de periódicos y libros nuevos nacionales y extranjeros y de la publicacion de anuncios y comunicados en todos los periódicos de la capital y en los de los Estados.

Envíense catálogos de las producciones de las fábricas con los precios corrientes y muestras y prospectos de periódicos con las tarifas de suscripcion y publicacion de anuncios.

Recibe en consignacion productos y manufacturas extranjeras.

Apartado n^o 131, Bogotá.BOGOTÁ LAZARO M^a PÉREZ COLOMBIE

Représentant de plusieurs maisons de commerce, Directeur-propriétaire de la « Librairie Torres-Cañedo. » Commission et Agence générale d'affaires. Agence de publications et de journaux étrangers.

Prière d'envoyer Catalogues et Correspondances.